

MADE IN FRANCE
LE CLASSEMENT EXCLUSIF DES ENTREPRISES LES PLUS PATRIOTES



N°1547
Du 5 au 11 novembre 2026
www.marianne.net

Marianne

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE



3,90 €

RÉGULARISER 300 000 SANS PAPIERS
À QUOI JOUE RAPHAËL GLUCKSMANN ?

VIE CHÈRE
LES VRAIS COUPABLES

Notre enquête sur les raisons de la baisse de votre niveau de vie



FRANCE MÉTRO : 3,90€ - AND : 5,40€ - D : 7,90€ - BEL : 4,90€ - ESP : 5,40€ - GR : 5,90€ - IT : 5,40€ - LUX : 5,50€ - PORT CONT : 5,40€ - DOM A : 5,90€ - TOM A : 1800XPF - CAN : 9,50CAD - CH : 6,90CHF - MAR : 55MAD - TUN : 15TND

L 12811 - 1547 - F: 3,90 €

matmut

Des conseils pour bien préparer sa retraite et en profiter quand elle est là, c'est plus juste pour tous.

Bénéficiez d'un accompagnement gratuit à chaque étape et des rendez-vous avec nos conseillers en agence ou en visio.

matmut.fr

Communication non contractuelle à caractère publicitaire. Matmut - Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, immatriculée au RCS de Rouen n° 775 701 477. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen. Annonce Presse Épargne 11/26. Saatchi&Saatchi. Crédit Photo : Getty Images.

L'ÉDITO

D'ÈVE SZEFTEL DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
ET D'HADRIEN MATHOUX DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION

"Marianne", "collabo" ? Notre réponse à "Libé"

« L'*épidémie progresse*, s'alarme *Libération*, *et gagne des rédactions longtemps classées à gauche.* » Diable, un nouveau variant du Covid ? Le retour de la peste – brune, forcément ? Non, le fait qu'à *Marianne*, qualifier d'extrême droite le Rassemblement national ne va pas de soi. Certains l'écrivent, et ont la liberté de le faire, d'autres, comme c'est notre cas, lui préfèrent les termes de « droite nationaliste » ou « populiste ». Mais, sans même discuter du fond de cet enjeu pourtant central du débat politique français, et qui fait l'objet d'innombrables discussions chez les historiens, sans même prendre en compte que nous refusons symétriquement d'accoler l'étiquette d'extrême gauche à LFI, *Libé* charge l'historien militant des médias Alexis Lévrier de nous régler notre compte. Lequel, donc, commence par invoquer Jean-François Kahn, qui *« doit se retourner dans sa tombe »*, avant de convoquer le Marc Bloch de *l'Étrange Défaite* : *« Dans nos élites, il y a une forme de capitulation collective face à l'extrême droite, de résignation à sa victoire. Et des gens qui se préparent à collaborer. »*

Collaborer, le mot est lâché. Passons sur cette insulte trop grotesque pour qu'on s'abaisse à y répondre : ouvrez un livre d'histoire, plutôt. En revanche, puisque *Libération* a préféré la paresse intellectuelle de la disqualification morale à l'examen honnête et sérieux de nos arguments, allons-y.

D'abord, une mise au point concernant Jean-François Kahn. « JFK » a créé *Marianne* pour en finir avec la pensée unique, les intimidations idéologiques, les dogmes des membres du clergé médiatique qui listent les opinions conformes et les déviants à censurer. Sans doute considérerait-il le RN comme un parti d'extrême droite – le débat est légitime, et nous l'avons régulièrement, à *Marianne*. Mais jamais Kahn n'aurait rangé sans autre forme de procès ceux qui pensent différemment dans le camp des collabos du fascisme, comme vous et le troupeau bêlant des empêcheurs de penser en rond avez pris l'habitude de le faire. En 1984, alors que le Front national était en pleine ascension, Jean-François Kahn fut même l'un des premiers intellectuels et journalistes à défier Jean-Marie Le Pen pour débattre à la télévision, préférant le combattre pied à pied sur le terrain des idées plutôt que bâillonner son expression. On l'accuserait aujourd'hui de « banaliser » l'extrême droite.

Ensuite, cette (dis)qualification fait l'impasse sur l'évolution du RN, qu'il vous arrange de croire immuable depuis sa fondation, en 1972, pour pouvoir le rattacher encore et toujours au FN, *ergo*, à Vichy, au pétainisme, à la collaboration, voire au nazisme et aux camps de la mort. Le Parti communiste français est l'héritier direct de celui de Maurice Thorez, pourtant personne ne songe à le décrire aujourd'hui comme un parti « stalinien ». Les partis se transforment, évoluent, changent de personnel comme de ligne politique. Personne de sérieux n'oserait affirmer que le RN actuel est structurellement composé de pétainistes, de nazis et de cathos tradi, tout simplement parce que ça n'est pas vrai.

Peut-on dire, sans être accusé de « collaborer », que la manœuvre n'aide en rien à comprendre ce qu'incarne aujourd'hui ce parti ? Croit-on sérieusement que Marine Le Pen s'empresserait, une fois au pouvoir, d'instaurer un parti unique, de renverser la démocratie, de mettre ses opposants en prison, de déporter des populations entières dans des camps ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit quand on parle de fascisme.

Et puis, qui exalte la violence, hystérise le débat, harcèle les journalistes, joue avec les noms juifs, pactise avec ceux qui ont le sang de centaines de Français sur les mains depuis 2012 ? Le R--N ? Non, un autre parti à l'égard duquel vous faites pourtant preuve d'une complaisance infinie…

Enfin, et surtout, que faites-vous des électeurs qui s'apprêtent à voter pour le RN, un gros tiers au premier tour, la majorité si Marine Le Pen est au second face à Jean-Luc Mélenchon, selon les sondages ? Tous d'extrême droite ? Que faites-vous de la majorité ordinaire, celle que la gauche, obsédée par le sort des minorités, a abandonnée, celle qui vit dans cette « France moche » que vous regardez de haut ? Que faites-vous des agriculteurs, des ouvriers, des forçats du tertiaire, des fonctionnaires, des « petits », auxquels un journal se réclamant des idéaux progressistes devrait s'adresser en priorité ?

Combien de temps continuerez-vous à être aveugles à ce qui se joue dans le pays depuis trente ans ? Pensez-vous que l'on fera reculer le RN en traitant ses électeurs de racistes ? En interdisant CNews ou certaines expressions, telles que « grand remplacement » ? Et pourquoi pas interdire le RN tant qu'on y est ? Mieux : *« Dissoudre le peuple et en élire un autre »*, comme ironisait Bertolt Brecht après le soulèvement de 1953 en Allemagne de l'Est ?

Nous pensons que notre rôle est avant tout de rendre intelligible le monde complexe dans lequel vivent les Français, de nous intéresser à leurs problèmes, de prendre au sérieux leurs inquiétudes, même en ce qui concerne une immigration incontrôlée, qui met à l'épreuve le modèle social français et la cohésion nationale, ou le communautarisme islamiste, qui menace la laïcité.

Nous ne disons pas qu'il ne faut pas faire barrage. Nous ne disons pas non plus qu'il faut faire barrage. Car nous pensons que le public a soupé de cette conception du rôle du journaliste comme administrateur de leçons de morale, et, au passage, de consignes de vote. Nous ne sommes pas là pour décréter que tel ou tel parti est *« extrême »*, c'est-à-dire méchant et dangereux, mais pour éclairer au maximum nos lecteurs sur les projets des différentes forces politiques en présence. Pour comprendre les raisons de la colère des « fâchés pas fachos » et non les montrer du doigt. M

N° 1547 du 5 au 11 novembre 2026

SOMMAIRE



3 L'ÉDITO *d'Ève Szeftel et d'Hadrien Mathoux*
"Marianne", "collabo" ? Notre réponse à "Libé"

5 QUATREMER EN LIBERTÉ *de Jean Quatremer*
État de droit : la leçon polonaise

6 ***Dans l'œil de Marianne***
- Christine Lagarde, abandon de poste et petit calcul
- États *vs* multinationales, question d'échelle

Marianne *CONFRONTE*
18 **Y a-t-il un continuum entre les discours médiatiques et le drame de Trappes ?**

L'idée *DÉCORTIQUÉE*
20 **Faut-il vraiment régulariser 300 000 travailleurs sans papiers ?**

Marianne *DÉCRYPTE*
21 **Manifestations : le vrai du faux sur l'infiltration policière**

Marianne *DÉCRYPTE*
22 **Parcoursup : le bingo des démagos**

Marianne *RACONTE*
24 **Martyre de l'A10 : plongée dans une enquête obsessionnelle**

Marianne *DÉCRYPTE*
26 **Les Arabes d'Israël, nouveaux faiseurs de roi**

Marianne *LE GRAND ENTRETIEN*
28 **Albert Dupontel : "Trente ans que j'entends dire que le cinéma va mourir"**

32 DOSSIER SPÉCIAL MADE IN FRANCE
Cac 40 industriel : le palmarès du patriotisme

42 L'AGENDA CULTURE
Pierre Arditi : "Chaque soir, je sors du spectacle dévasté"

44 ***Mieux vaut en rire !***

50 LE MOT DE LA FIN *par Frédéric Taddeï*
Complotisme "old school"

12 L'ÉVÉNEMENT
DETTE, DÉCLIN, VIE CHÈRE : LES VRAIS COUPABLES
14 **Les vrais responsables... des fins de mois difficiles**
16 **Les vrais responsables... du dérapage de la dette**
17 **Les vrais responsables... du désarmement de l'État**

LE DESSIN *de Rémy Catt*



Couverture : Laboé / Andbz / Abaca - Stéphane Le Tellec / Abaca - Sommaire : Arnaud César Vilette / Sipa



État de droit : la leçon polonaise

« Coup d'État » en Pologne, comme l'affirment les nationalistes polonais du PiS (Droit et justice), soutenus par l'internationale populiste ? Ou tentative du gouvernement libéral de la Plate-forme civique (PO) de rétablir l'État de droit démoli pièce par pièce par le PiS lorsqu'il était au pouvoir entre 2015 et 2023 ? Au-delà de la polémique nationale, l'affaire est pleine d'enseignements : elle montre à quel point il est complexe, voire impossible, de remettre sur pied par des voies légales une démocratie qui a été minée de l'intérieur par des populistes, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Revenons sur les faits. La crise constitutionnelle qui secoue la jeune démocratie polonaise a débuté vendredi 30 octobre lorsque le gouvernement de Donald Tusk a déployé la police autour du bâtiment du Tribunal constitutionnel pour permettre à sept juges, que la Diète a élu en mars, d'enfin pénétrer dans leurs locaux, l'administration du Tribunal s'opposant illégalement à leur présence. Une fois dans le bâtiment, la doyenne de ces nouveaux juges, Anna Korwin-Piotrowska, a suspendu le président et le vice-président nommés par le PiS. L'affaire a pris une dimension politique lorsque le président polonais, membre du PiS et élu en 2025, Karol Nawrocki, alors en route pour le Sénégal, a ordonné à son avion de faire demi-tour. Il s'est ensuite rendu au Tribunal constitutionnel, entouré de manifestants pro-PiS, pour soutenir les juges révoqués. Premier ministre contre président, majorité contre opposition, juges suprêmes s'empaillant : le désordre à son comble.

La crise prend ses racines à la fin de 2015 lorsque la majorité PO de l'époque a élu, juste avant les élections législatives, cinq juges constitutionnels : trois pour remplacer ceux dont le mandat était terminé et deux « en réserve » pour prendre la place des juges dont le mandat arrivait à échéance après les élections… C'était évidemment illégal, même si le but était de préserver l'État de droit des ingérences prévisibles du PiS. Le résultat a été exactement inverse : le président de la République, membre du PiS, a refusé de faire prêter serment aux cinq juges et, au lendemain de la victoire du PiS, en octobre 2015, la Diète a élu cinq nouveaux juges, tous proches du PiS, ce qui était tout aussi illégal.

À la suite d'un long bras de fer, le gouvernement est parvenu à installer ses cinq juges, ce qui a permis au PiS d'imposer le nouveau président du Tribunal fin 2016. De décès en successions des juges, le parti a fait main basse sur l'ensemble de cette cour composée de 15 membres, clef de voûte de l'État de droit puisqu'il juge de la constitutionnalité des lois. Ainsi, le gouvernement PiS proposait, la Diète PiS adoptait, le Tribunal constitutionnel PiS validait. C'est ainsi que meurt l'État de droit attaqué par celui-là même qui est censé le protéger…

Il faut beaucoup plus de temps pour rétablir la démocratie que pour la détruire.

Le fait que la Commission européenne, la Cour de justice de l'UE (CJUE), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ou encore la Commission pour la démocratie par le droit (dite « Commission de Venise », un organe du Conseil de l'Europe), aient jugé que ce tribunal inféodé au PiS était illégal, car nommé en violation de la Constitution, et qu'il n'était ni impartial ni indépendant, n'y a rien changé. Pis, les juges constitutionnels polonais ont estimé, en 2021, que le droit polonais était supérieur au droit européen et ont considéré ne plus être tenus par les arrêts de la CJUE. Même le blocage de près de 140 milliards d'euros de fonds européens décidé par les partenaires de Varsovie n'a pas fait plier le gouvernement du PiS.

Le retour au pouvoir du PO, en 2023, n'a pas débloqué l'affaire, faute de levier légal pour virer les juges compromis avec l'ancienne majorité. Après avoir refusé de nommer des remplaçants jusqu'en 2026 dans une cour illégale, ce qui a laissé sept places vacantes sur 15, la Diète a finalement élu en mars de nouveaux juges. Mais le président Nawrocki a refusé de faire prêter serment à cinq d'entre eux, ce qui n'est pourtant pas dans ses prérogatives.

Dès lors, que peut faire le gouvernement pour débloquer une situation qui a de lourdes conséquences politiques, une série de lois que sa majorité adopte ayant été retoquées par une instance illégale soutenue par un président, certes légalement élu, mais qui s'arroge des prérogatives inconstitutionnelles ? Céder à un pouvoir insurrectionnel au nom de la légalité ? Ou violer à son tour l'État de droit au nom de l'État de droit, employer des méthodes illibérales pour démanteler le legs d'un régime illibéral ? C'est le chemin périlleux qu'a choisi Donald Tusk à un an des législatives de 2027. Un dilemme que connaissent bien les démocraties : leurs ennemis leur opposent des normes dont ils ne se sentent pas comptables afin de les paralyser et de mieux les détruire.

Rien d'étonnant que les illibéraux européens aient repris en chœur le récit du « coup d'État » promu par le PiS, mais aussi par la Russie, trop heureuse d'affaiblir un pays qui lui est hostile. Cela a été le cas du Premier ministre slovène, Janez Jansa, mais aussi de Marine Le Pen, qui a dénoncé sur X « *une prise de contrôle forcée d'une institution constitutionnelle* ». Un récit repris en boucle sur les réseaux sociaux… Et, évidemment, l'Europe serait l'ordonnatrice de ce « coup d'État », ce qui est du pur délire.

Les Français, qui vont élire leur nouveau président de la République en 2027, doivent être attentifs à la leçon que nous offre la Pologne : il faut beaucoup plus de temps pour rétablir la démocratie que pour la détruire comme le font systématiquement tous les régimes illibéraux. La démocratie est un bien trop fragile pour la confier à ses ennemis. M

Dans l'œil de Marianne

Portrait crashé par *Emmanuel Lévy*

CHRISTINE LAGARDE

Abandon de poste et petit calcul

« *J'ai un métier, j'ai une fonction. Je suis à Francfort* [siège de la BCE] *jusqu'en 2027. Je n'ai pas pour habitude d'abandonner en cours de route.* » Janvier 2022, sur France Inter : pressentie pour Matignon en cas de réélection d'Emmanuel Macron, Christine Lagarde jure fidélité à la Banque centrale européenne. Moins de cinq ans plus tard, l'ex-ministre des Finances de Nicolas Sarkozy, passée par le FMI, tourne casaque : « *Je veux avoir la liberté de parole, la liberté d'expression et la liberté de m'engager.* » Elle a beau avoir écarté fin septembre toute candidature, le bloc central, orphelin d'une Macronie finissante, se prend à rêver et couve d'un regard de Chimène la troisième place de l'ex-avocate au baromètre Ifop-Fiducial : 44 % de bonnes opinions pour 41 % de mauvaises, quand Marine Le Pen, quatrième à 43 %, recueille 55 % de regards critiques. Ironie de l'histoire, la relève espérée a les traits de l'incarnation même du dogme libéral des années 2000… Enfin, « *un libéralisme très giscardien comme peut l'être cette représentante de la bourgeoisie de province* », tempère un ancien de la BCE.

En juillet, elle déclarait pourtant que, par gros temps, « *la capitaine du bateau BCE doit rester à bord* ». Lagarde débarque quand le taux de l'OAT à dix ans franchit les 5 %, une première depuis 2002. Ce départ, fixé au 7 février 2027, arrange bien Emmanuel Macron. Restée jusqu'au bout, elle aurait laissé le choix de son successeur au vainqueur de la présidentielle, fût-il RN. Elle rend son tablier avant : le président sortant négociera donc lui-même le nom du futur gardien de l'euro avec ses partenaires. La ficelle a déjà servi à la Banque de France, où le départ anticipé de François Villeroy de Galhau a permis au chef de l'État d'installer son ex-bras droit, Emmanuel Moulin, jusqu'en 2032.



Les crises, la récente septuagénaire les aura collectionnées. À Bercy, celle de 2008, avec la recapitalisation des banques puis le premier plan d'aide à la Grèce. À Francfort, le Covid, ouvert par une gaffe : le 12 mars 2020, elle déclare que la BCE n'est « *pas là pour resserrer les spreads* », ces écarts de taux entre pays. Milan perd près de 17 % dans la journée, avant que la BCE sorte 750 milliards d'euros de rachats de dettes. Puis l'Ukraine : les taux ne remontent qu'en juillet 2022, l'inflation culmine à 10,6 % en octobre. « *Trop tard. Puis sans doute trop fort* », concède même Jean-Marc Vittori dans *les Échos*.

Le dogme, elle l'a appliqué à Bercy. L'avocate d'affaires anglophone, ex-patronne de Baker McKenzie à Chicago, y porte la loi Tepa et son bouclier fiscal pour les plus riches. Avec Hervé Novelli, elle invente le régime de l'autoentrepreneur, brèche historique dans le salariat. Reste l'affaire Tapie. En 2007, Lagarde confie à un arbitrage privé le litige Adidas-Crédit lyonnais, qui offre plus de 400 millions d'euros à l'homme d'affaires. Puis renonce à contester la sentence, contre l'avis de ses services. Elle sera annulée pour fraude. En 2016, la Cour de justice de la République juge Lagarde coupable de « *négligence* »… et la dispense de peine. La liberté, déjà… M

ALLEMAGNE

À Berlin, l'ombre du Hamas sur Die Linke

Lors de la manifestation du 17 octobre, des jeunes musulmans ont arraché des pancartes « Bismillah, c'est les ténèbres » portées par des étudiants, les accusant de blasphémer. Le plus drôle : la mine déconfite des islamo-gauchistes découvrant le vrai visage de leurs « camarades de lutte ».
En Allemagne aussi, derrière la « convergence des luttes » entre islamistes et gauche radicale autour de la Palestine, la réalité est moins glamour. L'affaire Elif Eralp en témoigne. D'origine turque, la tête de liste de Die Linke (gauche radicale), vainqueur des élections berlinoises de septembre, est bien placée pour devenir maire, dans le cadre d'un accord avec Die Grünen et le SPD.
Le 26 octobre, *Der Spiegel* l'interroge sur l'antisémitisme dans son parti, notamment sur la présence d'Ibrahim Ibrahim à une soirée électorale de Die Linke à Neukölln (où vit une grande partie de la diaspora palestinienne à Berlin) le 20 septembre. Ce militant du FPLP, organisation classée terroriste par l'UE et les États-Unis, avait salué le « *martyr* » Yahya Sinwar, chef du Hamas et planificateur du massacre du 7 octobre. Elif Eralp condamne clairement ces « *dérapages* ». *Der Spiegel* lui soumet l'entretien pour relecture. Son équipe le renvoie, expurgé du passage sur l'antisémitisme et Ibrahim. Mais elle a oublié d'effacer un commentaire d'Eralp justifiant cette autocensure : « *Aujourd'hui, il est question de personnes ayant des liens avec le Hamas. Je ne peux pas mettre ma famille et moi-même en danger pour* Der Spiegel. *Mon mari et moi avons peur de ces gens.* »
Son porte-parole confirme qu'elle reçoit depuis des mois des insultes et des menaces. Cet aveu involontaire, qui fragilise la coalition d'union de la gauche en formation, a au moins un mérite : celui de montrer ce qu'il en coûte de faire alliance, à des fins électorales, avec des sympathisants du terrorisme islamiste. M *Ève Szeftel*

On s'en fout !

Marine Tondelier qui tombe enceinte, Marine Tondelier qui accouche, Marine Tondelier qui allaite, Marine Tondelier qui emmène son bébé en manif… Depuis des mois, à grand renfort de publications sur les réseaux sociaux, la patronne des écolos met en scène son intimité et son fils, Léon, qui n'a rien demandé, pour servir sa communication politique. Après l'intersectionnalité, la gauche importe des États-Unis le mélange des genres vie privée-vie politique. Au secours !

ORIGINE FRANCE® GARANTIE

BV Cert. 27529685



Choisir UPSA, c'est choisir le Fabriqué en France.

100% de nos médicaments sont Origine France Garantie.

UPSA

Dans l'œil de Marianne

MÉDIAS TICS *par Marie-Estelle Pech*

Les trotskistes font de l'audience

Depuis le début du mouvement social, certaines chaînes d'info en continu, BFMTV en tête, privilégient une logique éditoriale fondée sur la confrontation. Des débats qui réunissent des personnalités aux positions opposées, choisies moins pour leur représentativité que pour leur capacité à provoquer des réactions. Une stratégie dictée par la concurrence autour de l'audience.

L'émission « Le forum BFMTV » illustre cette tendance. Lors d'un débat organisé fin octobre, le plateau était notamment composé de Coppélia Moreau, étudiante et militante du groupusculaire NPA-Révolutionnaires, et de Kamal, un poissonnier exaspéré par les conséquences des manifestations sur son activité. Deux personnes aux intérêts antagonistes, visiblement invitées pour leur capacité à jouer les grandes gueules et dont l'affrontement a éclipsé le fond du sujet.

Dès les premières minutes, le ton monte. Le commerçant interpelle la militante : *« Aujourd'hui on vous supplie, on se met à genoux pour vous dire "arrêtez !" »* […] *On s'en fout du gouvernement, nous on souffre parce que vous manifestez !* » Elle défend ses positions avec un ton dogmatique, accusant de façon récurrente les bénéfices de Total, tandis que les interruptions se multiplient. Les voix couvrent les arguments, le dialogue laisse place à l'affrontement.

Cette évolution se traduit aussi par la visibilité accordée à de petites organisations politiques d'extrême gauche, telles que Révolution permanente. Longtemps absents des grands plateaux en raison de leur faible représentativité, des courants trotskistes, révolutionnaires et anticapitalistes y trouvent désormais une place importante : l'avocate Elsa Marcel, qui intime à ses interlocuteurs de se taire, l'étudiant Alexis Durey, qui estime sur France Info qu'il n'y a *« rien à négocier avec un gouvernement qui arrache les mains et crève les yeux des lycéens »*, ou Saphia Aït Ouarabi, qui qualifie le gouvernement d'*« illégal et illégitime »*.

En invitant des profils aussi clivants, les plateaux de télé réduisent la complexité des tensions sociales. Les séquences les plus spectaculaires, elles, sont évidemment relayées sur les réseaux sociaux, pour le profit des chaînes.



SÉBASTIEN LECORNU, comme d'autres avant lui, assiste, impuissant, à l'envol des valorisations de multinationales tandis que le déficit de l'État continue de se creuser.

Nicolas Messyasz / Sipa

ÉTATS *VS* MULTINATIONALES

Question d'échelle

Quel contraste dans les ordres de grandeur ! Le gouvernement Lecornu racle les fonds de tiroir et rogne des crédits ici ou là pour boucler son budget. Plus précisément pour économiser au bas mot 43 milliards d'euros supplémentaires en 2027. Au même moment, lors de la seule séance boursière du 30 octobre, le cours de Google-Alphabet perdait… 500 milliards de dollars. Soit, convertis en euros, 10 fois le casse-tête financier de l'exécutif français. Au petit jeu des comparaisons, également : les profits de TotalEnergies au cours du troisième trimestre (9 milliards d'euros) équivalent au double des économies demandées par l'État à toutes les collectivités pour 2027. Un dernier exemple au chapitre de cette confrontation chiffrée entre les multinationales et la République : les trois premières valeurs du CAC 40 (L'Oréal, TotalEnergies, LVMH) pèsent autant que l'ensemble des recettes destinées à alimenter le budget général de la France (380 milliards d'euros). À vrai dire, aujourd'hui, pratiquement tous les candidats à la présidentielle (y compris les plus indulgents à l'endroit des lois du marché) s'offusquent de cette asymétrie des forces, et font parfois mine de s'en étonner. Le déséquilibre dure en fait depuis longtemps et apparaît seulement aujourd'hui dans sa nudité crue. Depuis fin 1987, le cours du CAC 40 croît au rythme de 5,1 % l'an ; celui de la richesse nationale ou PIB, le meilleur étalon pour déterminer comment évolue la prospérité d'un État, augmente, lui, de 1,7 %. Un bolide de course d'un côté, un train de sénateur de l'autre. Au bout de quarante ans, les deux compétiteurs ne jouent plus dans la même cour. La Bourse septuple (+ 800 %), le PIB ne double même pas (+ 91 %). Alors beaucoup de gouvernements veulent reprendre la main (à la manière forte version Trump, ou plus diplomatique version Macron) mais, en dépit de leurs coups de menton à intervalles réguliers ou de leurs réunions du G7 aux pompeuses ambitions, ils n'y parviennent pas vraiment. *Franck Dedieu*

LE CHIFFRE QUI CHIFFONNE

– 22 %

Le recul du nombre de smartphones vendus dans le monde au troisième trimestre, selon l'International Data Corporation. Un gadin record depuis le début de l'ère de ces téléphones, en 2007. L'IA augmente le coût de la mémoire contenue dans ces petits joujoux de technologie et pousse beaucoup de personnes à en acheter sur le marché de l'occasion. Et puis, comme pour la voiture, la télévision ou les baladeurs, le marché finit par arriver à maturité.

CRISTEL®

FRANCE

MIF Expo - STAND K17

12-15 novembre 2026 / Porte de Versailles / Paris

www.cristel.com

BVCert. 6019453

LA GRIFFE *d'Hadrien Mathoux*



Jeunes élites amnésiques

« *La crétinisation des mieux éduqués* » : en marge de la sortie de son ouvrage *Où en sommes-nous ?*, en 2017, l'intellectuel Emmanuel Todd défrayait la chronique par l'une de ces saillies mi-provocatrices, mi-lumineuses dont il a le secret, et épinglait la baisse de niveau des élites qui gouvernent le pays. La sortie toddienne n'était pas qu'un bon mot mais décrivait le paradoxe qui consiste à voir la masse des diplômés du supérieur s'agrandir sans cesse, cependant que les compétences de ceux que le système a désignés comme étant les meilleurs semblent reculer.

Le rapport du jury des concours d'entrée à l'Institut national du service public (INSP), école de formation des hauts fonctionnaires créée pour remplacer l'ENA, qu'on avait supprimée pour satisfaire la vox populi, nourrit la thèse d'un effondrement du niveau des élites. Dans le document, publié le 30 octobre, le président du jury, l'ancien préfet Philippe Mahé, «*déplore, après* [ses] *prédécesseurs, la méconnaissance par un trop grand nombre de candidats des faits majeurs de l'histoire politique, économique et sociale de la IVe et de la Ve République* ».



Les maux de l'école, mais aussi de l'époque, semblent avoir touché les premiers de la classe qui ont tenté le difficile concours de l'INSP : manque de culture générale, avec des candidats incapables de reconnaître un président de la République et de le « *situer correctement dans les soixante dernières années* » ; vision à courte vue, centrée sur l'actualité des derniers mois, sans que les aspirants hauts fonctionnaires se montrent en mesure de «*l'inscrire dans une perspective historique* ». Ainsi, alors que le sujet de questions contemporaines du concours, « La nature démocratique de l'État le rend-elle impuissant ? », appelait à d'amples développements historiques, des candidats ont cité « *l'absence de majorité évidente à l'Assemblée nationale française suite à la dissolution* », ou ont eu tendance à considérer la crise du Covid-19 comme « *la borne chronologique ultime de l'histoire contemporaine* ».

Ces dernières décennies, la maîtrise d'une solide culture générale, jugée poussiéreuse et discriminante socialement, a eu tendance à être négligée dans la sélection des élites, au profit de « *compétences* » comme le « *savoir-être* » et l'« *agilité* ». C'est oublier que l'acquisition de connaissances, en particulier historiques, est le socle indispensable sur lequel se construit la capacité à diriger. Dans son ouvrage *le Fil de l'épée*, en 1932, le général de Gaulle parle de la culture générale comme de la « *véritable école du commandement. Par elle*, écrit-il, *la pensée est mise à même de s'exercer avec ordre, de discerner dans les choses l'essentiel de l'accessoire*, [...] *de s'élever à ce degré où les ensembles apparaissent sans préjudice des nuances* ». La connaissance de l'histoire par les citoyens doit être une cause nationale. M

INDISCRÉTIONS

Alliance fait toujours dégoupiller à la CFE-CGC

Deux représentants de sections d'entreprises publiques ont sorti leurs plus belles plumes pour écrire à la présidente de la CFE-CGC, Christelle Thieffinne, élue en juin. Ils dénoncent les propos de Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d'Alliance mais également responsable « Services publics » du syndicat des cadres. Leur chef direct, donc, s'y est donné à cœur joie sur le plateau de CNews en marge des pillages faisant suite à la manifestation du 17 octobre. Il avait qualifié les jeunes de banlieue de « *nuisibles* » ou avait osé la comparaison avec la « *mérule* », aussi surnommée « lèpre des maisons », un parasite destructeur pour le bâti. Surtout, le représentant des flics avait espéré que les pilleurs « *entrent dans les appartements des bien-pensants et des idéologues. Ça ferait plaisir à tout le monde !* » Même Pascal Praud a dû le modérer ! Les représentants de sections ont donc demandé une prise de position publique de leur cheffe, voire une sanction à l'encontre de Vanhemelryck pour des propos qui, selon eux, « *sont répréhensibles par la loi* ». Ils l'attendent toujours. **M.J.**

Darmanin croit toujours en son Doudou

Édouard Philippe est sur la pente descendante : coup de mou dans les sondages, manque de visibilité sur ses propositions en marge des manifestations, auditionné en qualité de témoin assisté dans une enquête ouverte pour détournement de fonds... Ce qui n'empêche pas son premier soutien, Gérald Darmanin, de toujours croire en lui. « *Après une phase d'hyperradicalité et de tensions arrivera une phase plus tranquille où Philippe pourra dérouler,* veut croire un soutien du ministre. *C'est même bien qu'elle arrive maintenant.* » Et d'ajouter : « *Gérald Darmanin ne participera pas à la campagne de Philippe, mais il reste son premier visiteur du soir.* » Beau comme une amitié désintéressée. **M.J.**

Laurent Coust / Abaca

Marine Tondelier : encore un vote (in)utile ?

La patronne des Écologistes de plus en plus seule dans cette course à l'échalote présidentielle ? C'est ce que des cadres du parti pensent, qui plus est lorsque des proches de la secrétaire nationale écolo likent des publications prônant un ralliement aux Insoumis. Un exemple ? Sa bonne copine, Raphaëlle Rémy-Leleu, ancienne conseillère de Paris, qui a aimé sur Instagram un message d'une militante de Grenoble, lequel disait ceci : *« Pour ma part, mon choix est fait : il faut une alliance avec la gauche de rupture et donc avec LFI. »* Une stratégie qui a du sens lorsque l'on analyse les sondages successifs. En effet, la candidate Tondelier oscille entre 3 et 5 % ; dans le dernier sondage Ipsos BVA du 26 octobre, elle stagne à 3,5 %. Une campagne que la Nordiste compte bien poursuivre, du moins pour le moment… avant de devoir rallier Jean-Luc Mélenchon, comme d'habitude ? **T.V.**

Quand Panot voit rouge

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les événements du 17 octobre devait commencer ses travaux ce mardi 3 novembre, malgré la démission d'une de ses corapporteurs, la députée Horizons Agnès Firmin-Le Bodo. N'ayant pas obtenu de poste de rapporteur – contrairement à ce qui avait été entériné –, le Rassemblement national a pris la mouche et a décidé de boycotter la commission, mettant ainsi la pression sur Yaël Braun-Pivet pour faire revoter sa composition. Une initiative qui n'a manifestement pas été au goût de tout le monde. *« Ça faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu un tel esclandre.* [Mathilde] *Panot est sortie plus tôt de la réunion en claquant la porte. Elle a gueulé très fort, elle était toute rouge ! »*, décrit un habitué du Palais-Bourbon. Avant de préciser : *« Le RN veut faire capoter la commission alors que, s'ils avaient été au complet au moment du vote, ils auraient pu obtenir un poste de rapporteur. »* Une justification qui fait s'étrangler le RN : *« Nous n'avions que deux absents, un malade et un autre en congé paternité, ce sont des macronistes qui ont décidé de la jouer autrement en votant blanc, ça s'est joué à cinq voix »*, renvoie Michaël Taverne, le candidat malheureux du parti à la flamme. Sortez le pop-corn. **P.M. & A.M.**

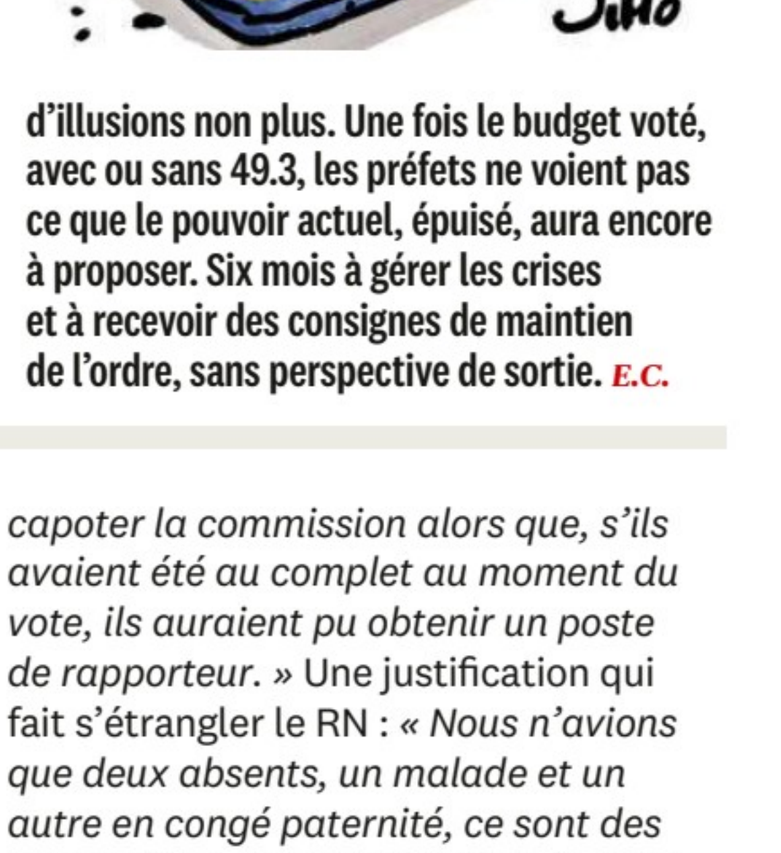
L'OPÉRATION "PROXIMITÉ" DU CAMP CENTRISTE



L'info en plus

Préfets cherchent oxygène

Le corps préfectoral attend avec appréhension la potentielle élection de Marine Le Pen à la présidence de la République, perspective à laquelle nombre de hauts fonctionnaires se résignent peu à peu. Les préfets ne comptent, selon le récit de l'un d'entre eux qui a sondé dans tous les recoins de la profession, ni fuir ni dire amen à tout. Jusqu'à l'été, le gros des troupes croyait encore en Édouard Philippe, mais le maire du Havre dévisse. Désormais, hors quelques préfets tendance Mélenchon, on parle surtout des conditions dans lesquelles il faudra travailler. Et Marine Le Pen sait qu'elle va devoir rassurer. Eux doivent obéir, c'est leur métier. Elle leur promet de rétablir le corps préfectoral supprimé par Macron en cadeau de bienvenue. Beaucoup se disent que le mandat lepéniste ressemblera à celui de Giorgia Meloni, en Italie : avancer sur les fondamentaux, mais avant tout éviter d'exploser en vol. Ce qui inquiète davantage, c'est la chienlit après son élection : des semaines à tenir jusqu'aux législatives de juin 2027, voire au-delà, avec des révoltes tous azimuts dans la rue. D'ici là, guère d'illusions non plus. Une fois le budget voté, avec ou sans 49.3, les préfets ne voient pas ce que le pouvoir actuel, épuisé, aura encore à proposer. Six mois à gérer les crises et à recevoir des consignes de maintien de l'ordre, sans perspective de sortie. E.C.



APPART DE LUXE

"Ils se retrouvent à cacher des meubles pour faire moins guindés ! UN CADRE DU BLOC CENTRAL

Il y a eu l'échec de l'opération « 1 000 bistrots », lancée par Gabriel Attal. Mais avez-vous entendu parler des réunions d'appartement que se tuent à organiser les équipes d'Édouard Philippe ? Grâce à un format visioconférence, les proches du candidat Horizons à l'élection présidentielle misent sur de grandes réunions avec des sympathisants ou de simples curieux, rassemblés dans des salons ou des jardins un peu partout en France. Oui, mais voilà, selon nos informations, la diversité des participants n'est pas au rendez-vous. *« Ils se retrouvent uniquement avec des appartements haussmanniens du XVe arrondissement de Paris, à cacher des meubles et des tableaux pour faire moins guindés ! »*, nous glisse un cadre du camp centriste. Est-ce à dire que les Français de classes populaires seraient peu nombreux dans l'électorat du bloc central ?… P.M.



Kevinrzk / Sipa

Dette, déclin, vie chère...

LES VRAIS COU



MOUVEMENT MASSIF Les lycéens qui ont manifesté le 17 octobre, comme ici à Paris, devaient se joindre au mouvement, le 5 novembre.

PABLES

À six mois de l'élection présidentielle, la société française est en ébullition, comme en témoigne la mobilisation de ce jeudi 5 novembre. Comment en sommes-nous arrivés là ? Qui est responsable de la catastrophe économique que nous traversons ?

Par Hadrien Mathoux

Un automne social bouillant. Sans rien méconnaître des difficultés traversées par les Français, on attendait le pays suspendu à l'échéance plus si lointaine de la présidentielle du printemps 2027, quitte à projeter tous ses espoirs, ses craintes et ses récriminations vers un exutoire politique évident. Il n'en a rien été. D'abord, les lycéens ont bloqué leurs établissements, suivis par les étudiants, dans le plus grand mouvement de mobilisation de la jeunesse depuis plusieurs dizaines d'années. Un mélange déjà explosif, fait d'indignation face à l'état des locaux et au désordre des emplois du temps, également nourri par l'appréhension d'une jeunesse de gauche face à l'arrivée possible du RN au pouvoir. Un malaise, aussi, né du sentiment que les jeunes, dans ce pays, sont en permanence sacrifiés lorsque les grands arbitrages sont pris.

Ce mouvement, énergique et parfois immature, a changé de dynamique le 17 octobre, lorsque pillards, casseurs et émeutiers se sont joints aux cortèges pour faire connaître à la France deux nuits de chaos qui ont choqué le monde. Le 24 octobre, ils étaient pourtant près de 500 000, très majoritairement pacifiques, à défiler dans les rues, avant de remettre ça le 31. Le jeudi 5 novembre marque une étape supplémentaire, avec l'entrée dans la danse sociale de l'intersyndicale et de ces moyens d'action propres – notamment la grève.

Un pays affaibli

Ces mobilisations sont en partie sectorielles : et il y a parfois quelque chose de saisissant, dans un pays qui caracole en tête des classements mondiaux en matière de dépenses sociales et de redistribution, lourdement endetté, à voir de nombreux Français se persuader de vivre dans un enfer ultralibéral, refuser le moindre effort pour leur catégorie, et tout exiger de boucs émissaires faciles. Les candidats à la présidentielle font peu pour dissiper ces mirages…

Mais derrière le manque évident de civisme et l'absence de sens des réalités d'une partie de la population, une toile de fond bien réelle se dessine : celle d'un pays en déclin, où la croissance est au ralenti, où les salaires stagnent et sont grignotés par l'inflation, où une population vieillissante s'appauvrit et a de plus en plus de mal à boucler les fins de mois. Face à ce constat d'un déclassement économique, la tentation est forte de désigner un coupable unique, cause de tous nos maux. C'est oublier la complexité du réel, l'enchevêtrement des responsabilités mais également des temporalités. Cet embrouillamini, *Marianne* vous propose de le démêler patiemment, en s'attardant sur trois thématiques – pouvoir d'achat, dette, services publics – afin d'établir clairement les causes du tourment français. M

Les vrais responsables... des fins de mois difficiles

Chefs d'État va-t-en-guerre, multinationales voraces et grands patrons chouchoutant leurs actionnaires : leurs actes se répercutent directement à la pompe, au moment de payer ses factures, et sur la fiche de paie.

Par ***Laurence Dequay*** *et* ***Sébastien Grob***



Donald Trump et Benyamin Netanyahou

Huit mois après le début de leur guerre contre l'Iran, les dirigeants américain et israélien peinent à éteindre le feu qu'ils ont allumé sur les marchés. Certes, le pétrole s'écoule de nouveau à travers le détroit d'Ormuz : en octobre, les livraisons depuis le Golfe ont dépassé 90 % de leur volume d'avant-crise (hors exports iraniens), selon les chiffres de Bloomberg. Sous protection de la marine américaine, les pays de la région ont mis en place un système de navette, avec une flotte de tankers mobilisés pour la traversée du détroit. Cette logistique les rend moins vulnérables aux attaques iraniennes, mais elle a aussi un coût – auquel s'ajoute la flambée des primes d'assurance. Au bout du compte, le prix du pétrole brut reste aujourd'hui 71 % plus élevé qu'en février.

Qui plus est, d'autres cargaisons s'extirpent plus difficilement du Golfe. « *On peut absorber le coût* [du transport dans le détroit d'Ormuz] *avec du pétrole, mais on ne peut pas le faire pour de l'essence ou du diesel. Les bateaux qui les transportent sont plus petits, donc ne supportent pas ces surcoûts* », expliquait le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, fin août sur France Inter. Résultat : par rapport à leur niveau d'avant-crise, les exports de produits raffinés du Golfe plafonnent à environ 60 %, selon Bloomberg. Et c'est encore pire pour le gaz naturel liquéfié (GNL), dont les flux n'ont atteint que 25 % de leur rythme habituel en septembre. De quoi propulser le coût du méthane à un niveau plus vu depuis fin 2022 : sur le marché européen, son cours a triplé depuis fin février. **S.G.**



CONVOITÉ Les forces américaines patrouillent à l'extérieur du détroit d'Ormuz, le 4 juin.

Vladimir Poutine

L'onde de choc se fait encore ressentir. En 2022, le président russe a fermé le robinet du gaz livré à l'Union européenne, qui venait de le sanctionner pour son agression contre l'Ukraine. Sevré d'un de ses plus gros fournisseurs, le Vieux Continent a dû se tourner vers du GNL acheminé par bateau, plus coûteux que le méthane expédié par conduite. Début 2026, les cours européens du gaz restaient ainsi environ deux fois plus élevés qu'il y a cinq ans. Contrecoup supplémentaire : après être sortie du joug de la Russie, l'Europe se retrouve à la merci des flux de GNL... et donc du blocage du

Polaris / Starface - Avi Ohayon / Israel Gpo / Zuma / Sipa



ALLIANCE INFERNALE
Huit mois après le début de la guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, le pétrole brut reste 65 % plus élevé qu'en février. Ci-dessus, Trump et Netanyahou à la Maison-Blanche, le 5 février 2025.

détroit d'Ormuz. « *À la dépendance à un fournisseur dominant s'est substituée une exposition au prix d'un marché mondial, sur lequel l'UE est en compétition directe avec l'Asie* », constate un article du Centre d'études prospectives et d'informations internationales paru début novembre.

Plus récemment, l'offre de carburant a elle aussi subi un dommage collatéral. Au printemps, l'Ukraine a réussi à intensifier ses attaques de drones, qui ont touché de nombreuses raffineries adverses. Face à une production en berne, la Russie a dû restreindre ses exportations de carburant, qui ont chuté d'environ 80 % par rapport au début d'année, selon l'analyste Rory Johnston. Or le pays est d'ordinaire un gros pourvoyeur des marchés : en 2025, ses livraisons ont couvert quelque 2 % de la consommation mondiale, selon les données de l'Energy Institute. De quoi tirer encore les prix vers le haut, en particulier ceux du gazole. ***S.G.***

Le CAC 40

Question rémunération, en apparence, les entreprises de plus de 5 000 salariés font le job : leur masse salariale devrait s'apprécier de 3 % en 2026. Simplement, elles privilégient leurs compétences pointues et distribuent plus volontiers de l'intéressement et de la participation que des augmentations générales. Résultat : selon l'Observatoire des inégalités, dès 2023, l'écart se creuse entre les 10 % de leurs collaborateurs les moins choyés, à 1 640 € net, et les 10 % les mieux payés, qui gagnent 5 581 € net… Or les fleurons ont les moyens de défendre le pouvoir d'achat des Français ! D'abord parce qu'ils distribuent une montagne de dividendes à leurs actionnaires : 61 milliards d'euros au deuxième trimestre, selon Janus Henderson Investors, un record en Europe. Ensuite, parce qu'ils flambent des milliards à travers le rachat de leurs actions. « [Ce procédé] *perm*[et] *à TotalEnergies d'investir dans la croissance du dividende futur. En retirant des actions de la circulation, notre groupe peut augmenter le dividende par action* », explique benoîtement l'énergéticien, qui a englouti 30 milliards d'euros dans cette relution de son capital entre 2022 et 2025, et 17,5 milliards depuis le début de l'année. La Société générale, Michelin et Sanofi ont aussi « annulé » des milliards d'euros d'actions. Enfin, de grandes boîtes du transport, du BTP, exigent trop de leurs sous-traitants, au risque de les envoyer au tapis. Structurer leur filière leur permettrait pourtant de gagner collectivement des marchés. ***L.D.***

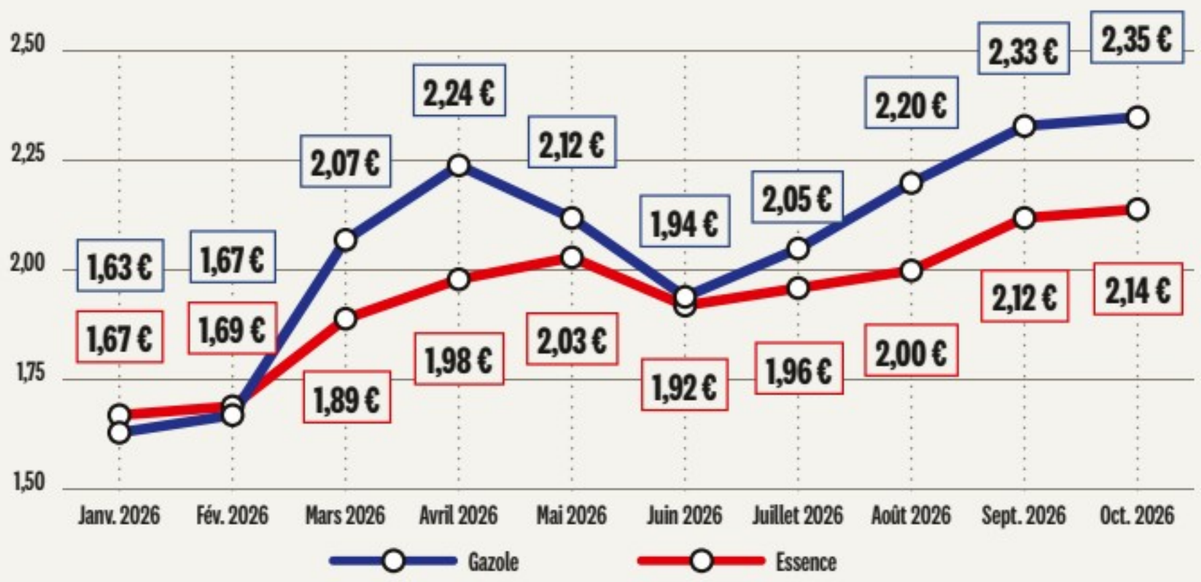
Les pétroliers

La cagnotte des géants de l'or noir n'en finit pas de gonfler. De janvier à septembre, TotalEnergies a engrangé 20,5 milliards de dollars de bénéfices, une hausse de 75 % par rapport à 2025. La multinationale profite à fond d'un « *environnement de prix élevés, marqué par* […] *des marges de raffinage historiquement élevées en Europe et dans le monde* », indique son communiqué publié fin octobre. En effet, les cours du pétrole brut ont moins progressé que ceux des carburants – en particulier ceux du gazole, qui ont plus que doublé en Europe depuis fin février, d'après les données de l'Union française des industries pétrolières.

Cet écart croissant fait les affaires des raffineries : depuis le début de l'année, leur marge a triplé en moyenne par rapport à 2025, selon les données du ministère de la Transition énergétique. De quoi rapporter à TotalEnergies 1,6 milliard d'euros de surplus dans l'Hexagone, au vu de son rythme de production. Certes, l'entreprise offre en parallèle une ristourne dans ses stations-service, en y plafonnant les prix. Mais ce rabais ne lui a coûté que 450 millions d'euros, comme indiqué par son PDG le 29 octobre en visioconférence. Tout en écartant le spectre d'une taxation de ses superprofits : « *Au Parlement, il a beaucoup été question de taxer TotalEnergies, mais aucun amendement en ce sens n'a été adopté.* […] *C'est parce que nous avons plafonné les prix, en étant très clairs sur le fait que nous arrêterions si nous étions taxés* », s'est targué Patrick Pouyanné durant cet échange. À tous les coups, il gagne… ***S.G.***

Pression maximale à la pompe

Prix des carburants en station-service en moyenne sur le mois, en euros par litre.



Source : Ufip Énergies et Mobilités.

Les vrais responsables... du dérapage de la dette



DÉBÂCLE Le bilan budgétaire d'Emmanuel Macron laissera près de 1350 milliards de dette supplémentaire.

Politique économique en échec, ultrariches rivalisant de stratagèmes pour échapper à l'impôt, Assemblée livrée au régime des partis... à l'arrivée, des comptes publics dans le rouge vif. ***Par Emmanuel Lévy et Hadrien Mathoux***

Emmanuel Macron

« L'homme aux 1000 milliards de dette ». Certes caricaturale, la formule accolée à Bruno Le Maire, principal ministre des Finances depuis 2017, illustre bien la débâcle subie par les comptes publics depuis l'élection d'Emmanuel Macron, pourtant loué pour son sérieux budgétaire à son arrivée à l'Élysée. En moins d'une décennie, la dette au sens de Maastricht est passée de 98,5 % à 119 % du PIB, soit près de 1350 milliards d'euros de dette supplémentaire, et le déficit public est passé de 2,6 % du PIB en 2017 à une prévision alarmante de 5,4 % du PIB pour 2026.

D'où vient le dérapage ? D'abord de pertes de recettes fiscales, Macron ayant multiplié les baisses d'impôts (suppression de l'ISF et de la taxe d'habitation, flat tax, baisse de l'impôt sur les sociétés...) au début de son premier quinquennat sans les compenser par des économies sur les dépenses publiques. Les crises du Covid et de l'énergie, fréquemment brandies par le bloc central pour justifier la hausse du déficit, ont surtout montré un exécutif incapable de « couper le robinet » à temps et distribuant des chèques à tout-va. Enfin, la dernière crise, née de la dissolution de 2024 et qui a notamment engendré la suspension de la réforme des retraites, est directement imputable au président... ***H.M.***

Les exilés fiscaux

La France, enfer fiscal ? Pour ses ultrariches, c'est plutôt un paradis. L'économiste Gabriel Zucman a raison sur le constat. Selon l'Institut des politiques publiques, le taux d'imposition global tombe de 46 % pour les 0,1 % les plus aisés à 26 % pour les 75 foyers du sommet. Nos exilés de l'intérieur ne partent pas, ils font sécession. Leurs holdings aspirent les dividendes quasi sans impôt grâce au régime mère-fille. Logé dans le pacte Dutreil, le bien peut se retrouver dans les mains des héritiers sans que presque rien ne soit laissé au fisc, vu que 75 % de la valeur se voit exonéré. Une technique pas seulement réservée aux milliardaires XXL. Les cabinets d'avocats ont industrialisé le kit jusqu'au patron de PME. Le pacte Dutreil coûtait 1,2 milliard d'euros en 2021, plus de 5,5 milliards en 2024, calcule la Cour des comptes. Au fil des années, on a laissé les holdings abriter des pans entiers de patrimoine et prendre en charge la consommation du quotidien, jusqu'à la voiture ou les vacances. Le budget 2026 les a resserrés à la marge. Il chasse les yachts, pas la voiture de luxe, ni la trésorerie. L'impôt est devenu une option, réservée aux captifs. ***E.L.***

Les "bloqueurs" de l'Assemblée

Si les principaux responsables de la situation budgétaire catastrophique sont ceux qui gouvernent le navire, on ne peut pas dire que le reste de l'équipage soit exempt de tout reproche. Depuis que le bloc central s'est définitivement privé de toute perspective majoritaire, après la dissolution de juin 2024, l'Assemblée nationale se caractérise par un festival de démagogie et de court-termisme : le Rassemblement national fait tomber tout gouvernement qui tente de s'attaquer au problème des retraites, le Parti socialiste croit triompher en arrachant une suspension de la réforme de 2023 qui plombe les comptes publics, et La France insoumise, évidemment, bloque tout. Car tout ce beau monde n'a qu'une peur, vexer des segments de l'électorat en vue de la présidentielle 2027 ! Tout bonnement affligeant. ***H.M.***

La vraie ardoise des présidents

Hausse de la dette publique sous différents présidents, en millions d'euros par jour*.
Exemple de lecture : sous Nicolas Sarkozy, exposé à la crise des subprimes, la dette publique a progressé de 382 millions d'euros par jour en moyenne.



*Montant corrigé des effets de l'inflation et de la croissance économique.
Source : calcul *Marianne* d'après les données de l'Insee.

Patrick Bernard / Pool / Sipa

Les vrais responsables… du désarmement de l'État

Malgré un niveau de taxation très élevé, les services publics sont en berne. Ce paradoxe s'explique par des choix politiques, la malveillance de certains vautours, mais également par le dogmatisme de l'Union européenne.

Par Franck Dedieu, Sébastien Grob et Hadrien Mathoux

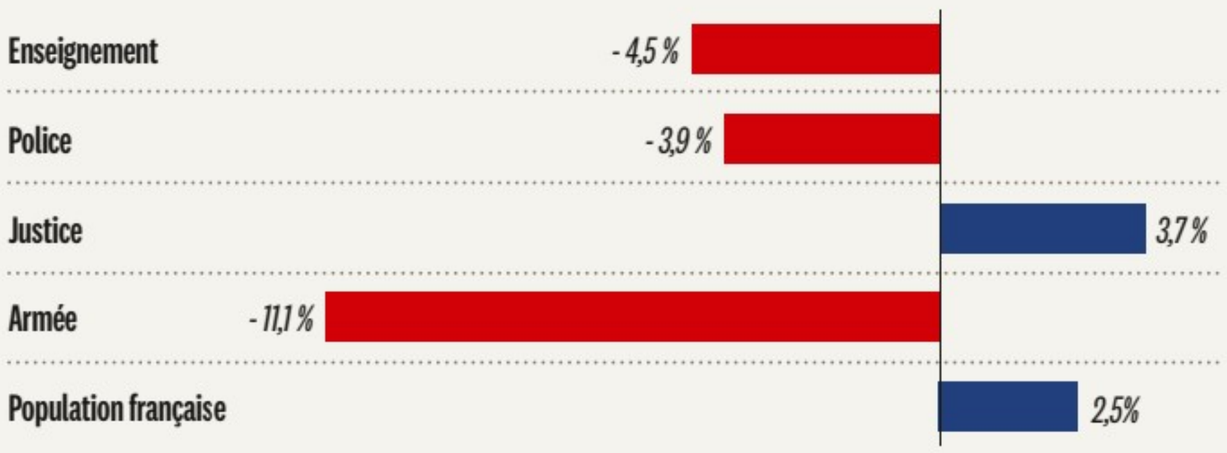
Sarkozy et Hollande

Dès 2007, Nicolas Sarkozy a donné un grand coup de rabot sur les services publics, en leur ordonnant de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux. Résultat : sous son quinquennat, les effectifs ont baissé de 4,5 % chez les enseignants, de 4 % dans la police et même de 11 % dans l'armée, d'après les documents budgétaires. En revanche, la justice a vu ses rangs se garnir (+ 4 %). Du reste, nos tribunaux partaient de loin : exprimé en euros par habitant, leur budget restait inférieur de 15 % à la moyenne européenne en 2012.

Dans l'ensemble, François Hollande s'est montré moins chiche que son prédécesseur. L'inverse vaut toutefois avec les hôpitaux, auxquels le socialiste a imposé de freiner leurs dépenses année après année. Dans le public, le nombre de médecins a malgré tout progressé sous son mandat (+ 4 %), tout comme celui des infirmières (+ 1,5 %), d'après nos calculs fondés sur les comptes des établissements. Mais les effectifs des Français de plus 60 ans ont progressé encore bien davantage (+ 11 %)… et avec eux les besoins de soins. ***S.G.***

Une saignée sous Sarkozy

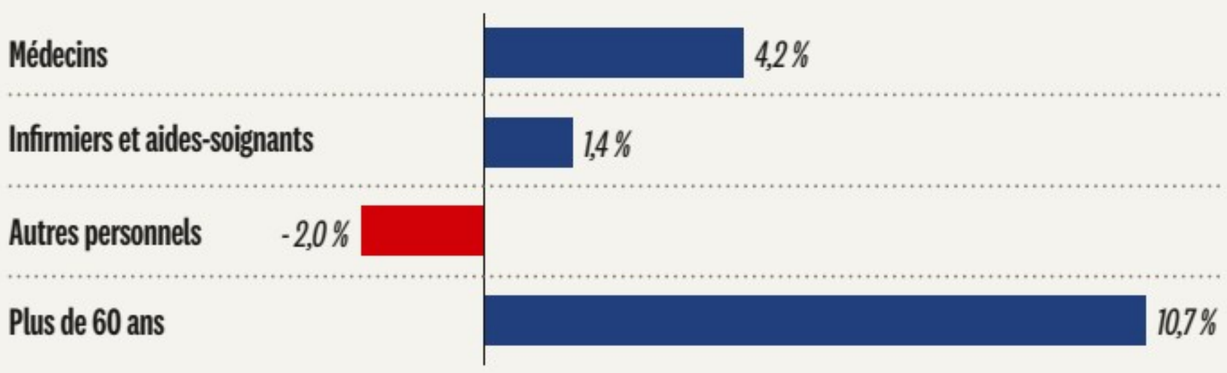
Évolution des effectifs de différents services publics et de la population française, de 2007 à 2012. Exemple de lecture : les effectifs de la justice ont progressé de 3,7 % en cinq ans, tandis que le nombre de Français augmentait de 2,5 %.



Source : calcul *Marianne* d'après les documents budgétaires et les données de l'Insee.

L'hôpital à la traîne sous Hollande

Évolution des effectifs des hôpitaux publics et de la population de plus de 60 ans, de 2012 à 2017. Exemple de lecture : les effectifs de médecins ont progressé de 4,2 % en cinq ans, tandis que ceux des plus de 60 ans augmentaient de 10,7 %.



Source : calcul *Marianne* d'après la statistique annuelle des établissements de santé et les données de l'Insee.

Les traders

« Autoréalisation ». Encore un mot de techno ? Sans doute, mais ces sept syllabes portent une responsabilité dans le déclin des services publics. Dans les salles de marché, il suffit en effet de voir quelques traders influents s'assurer contre un risque pour que celui-ci se réalise. Quand ils parient sur une baisse de la dette française, des produits financiers diaboliques au nom abscons (CDS, Futures…) et indexés sur l'éventualité d'une faillite tricolore s'envolent. Toutes les places y voient alors un signe de fragilité de ladite ardoise française. Résultat : pour se financer et attirer les investisseurs, le Trésor public doit proposer des taux d'intérêt un peu plus hauts (4,95 % début novembre) et ainsi payer des intérêts plus importants. La spéculation de ces derniers mois devrait coûter en 2027 au budget de l'État 12 milliards d'euros supplémentaires. Soit le salaire annuel d'environ 250 000 profs. ***F.D.***

La Commission européenne

Selon les dogmes en vigueur à Bruxelles depuis les années 1990, le monopole public constitue une hérésie à combattre de toute urgence. Les différentes Commissions européennes ont donc méthodiquement démantelé plusieurs fleurons de l'indépendance nationale française, au nom de la sainte « concurrence libre et non faussée », et bien sûr au mépris du bon sens : EDF, contrainte par un marché européen absurde de subventionner ses concurrents et de faire perdre à la France l'avantage comparatif apporté par son parc nucléaire ; la SNCF, obligée de se scinder en plusieurs sociétés et de subir elle aussi une concurrence déloyale sur les lignes rentables. À l'arrivée, deux piliers de la reconstruction française d'après-guerre, l'énergie et le rail publics, sacrifiés au nom de l'Europe. ***H.M.***

Cause à effet

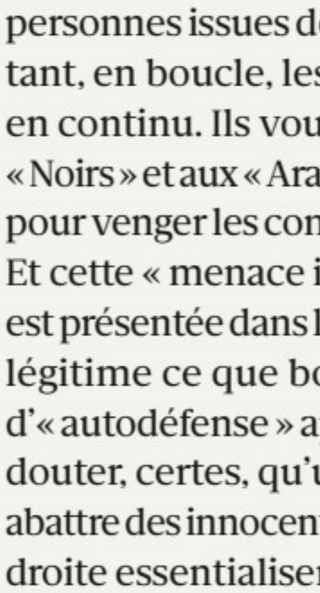
Y a-t-il un continuum entre les discours médiatiques et le drame de Trappes ?

L'auteur de l'attentat meurtrier du 23 octobre a-t-il été influencé par un climat idéologique favorisant un "racisme d'atmosphère" ? "Marianne" ouvre le débat. ***Par Hadrien Mathoux***

L'attentat de Trappes et de La Verrière, qui a vu Kévin Tessier, un homme de 39 ans, tuer un homme et blesser sept personnes le vendredi 23 octobre, pourrait marquer un double tournant. D'abord parce qu'il s'agit de la première fusillade aux motivations explicitement racistes survenue en France, puisque le meurtrier a expliqué aux enquêteurs avoir visé *« des Noirs et des Arabes »*. De quoi faire craindre, comme nous l'avions écrit dans notre dernier numéro, l'émergence d'un *« racisme d'atmosphère »* qui verrait se multiplier les agressions, voire les crimes, contre les personnes d'origine africaine.

Mais le drame pourrait également avoir des conséquences lourdes sur le débat public national, et notamment dans la manière dont la société française réagit à ces incidents tragiques. Ces dix dernières années, le même schéma s'est répété, que ce soit après les attentats islamistes ou dans la foulée d'affaires criminelles telles que le meurtre de la jeune Lola en 2022, celui de Thomas Perotto, en 2023, ou encore celui de Philippine, en 2024 : la droite et l'extrême droite appliquaient une lecture politique à ces drames, y voyant la conséquence des risques que ferait peser sur la sécurité des Français une immigration incontrôlée. La gauche s'indignait face à ce qui était dénoncé comme une *« récupération »* indigne de tragédies isolées et appelait à ne pas faire d'*« amalgames »* face à ce qui restait des faits divers non significatifs.

Or, depuis l'attentat de Trappes, on observe une mécanique inverse : le camp du refus de la politisation des faits divers s'est



Nesrine Slaoui

"Avoir laissé cette parole se déverser sans limite est une responsabilité immense"

Journaliste, auteure de "L'estime de soi est politique" (Stock) et réalisatrice, elle considère que "les discours d'extrême droite essentialisent et déshumanisent".

Il existe un continuum évident entre les discours d'extrême droite et la violence raciste, parce qu'ils la rendent légitime. Il suffit d'écouter l'assaillant des attentats terroristes de Trappes, Kévin T., pour comprendre le lien. Ses proches, eux-mêmes, ont déclaré à plusieurs médias qu'il a développé, depuis quelques années, une obsession contre les personnes issues de l'immigration en écoutant, en boucle, les chaînes d'information en continu. Ils voulaient s'en prendre aux « Noirs » et aux « Arabes », aux « musulmans », pour venger les commerçants du 17 octobre. Et cette « menace intérieure », comme elle est présentée dans les discours racistes, rend légitime ce que bon nombre ont qualifié d'« autodéfense » après les pillages – sans se douter, certes, qu'un individu irait jusqu'à abattre des innocents. Les discours d'extrême droite essentialisent et déshumanisent, ils créent une scission dans la société entre les « vrais Français » et les autres.

Ils alimentent en permanence une haine et l'idée d'un ennemi ; avoir laissé cette parole se déverser sans limite, et bien trop souvent sans contradictoire, sur les plateaux de télé est une responsabilité médiatique immense. Par exemple, l'Arcom a sanctionné CNews à plusieurs reprises pour incitation à la haine, lui infligeant notamment une amende de 200 000 € en juillet, ou de 60 000 € en 2024 pour avoir laissé dire « l'immigration tue » sans réaction en plateau. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des discours arment des terroristes. En 2019, à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, un homme tue 51 fidèles dans deux mosquées au nom de la théorie raciste du « grand remplacement ».

Le privilège de l'individuation

Par ailleurs, la schizophrénie de l'assaillant de l'attentat de Trappes n'enlève en rien la portée raciste ni la préméditation des crimes qu'il a commis. Ce n'est pas la schizophrénie qui rend raciste. En revanche, la schizophrénie peut désinhiber le passage à l'acte, surtout sous l'emprise de substances. On peut souligner que dans le fait qu'il ait eu le droit à sortir provisoirement de garde à vue – ce qui n'est jamais le cas pour des terroristes dits islamistes – se trouve le privilège même de la blanchité ; l'individuation. Un homme blanc qui tire huit balles dans le corps d'une jeune fille de 11 ans et tue un jeune homme de 26 ans a droit à un traitement personnalisé, à de la considération. Quand les « Noirs » et les « Arabes » forment des groupes homogènes et impersonnels, « tous coupables ».

De quelle récupération politique parle-t-on ? Je trouve au contraire que tous les dirigeants politiques, de tous bords, auraient dû se rendre à Trappes pour condamner le racisme. Les paroles du maire de Trappes, Ali Rabeh, ont été plus qu'à la hauteur de la gravité des événements ; il a porté un discours de dignité et de condamnation ferme de l'acte terroriste en ciblant les discours qui ont « armé le bras » de l'assaillant. On peut noter, en revanche, qu'aucun membre du gouvernement ne s'est rendu à la nuit d'hommage du vendredi 30 octobre dans la ville. Ça, c'est une faute politique ! Lutter contre le racisme, dénoncer les crimes qui sont commis au nom de cette idéologie politique, ce n'est pas de la récupération, c'est le minimum. M

Dominique Charriau / Wireimage / Getty Images

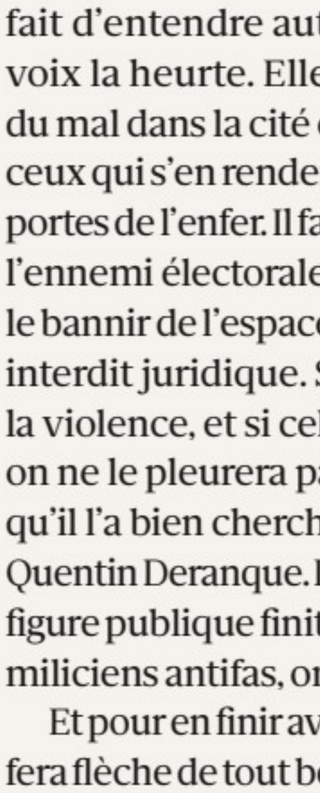


QUELQUES MILLIERS de personnes se sont réunies à Paris, le 26 octobre, pour dénoncer le meurtre de Pengo Bossio Wangi, 26 ans, à Trappes, et le climat de racisme qui sévit en France, et dont CNews serait devenu le totem.

lancé dans une opération d'interprétation à grande échelle du crime, survenu quelques jours après les émeutes du 17 octobre, qui avaient donné lieu à diverses réactions jugées racistes par la gauche. Le maire de Trappes, Ali Rabeh, a ainsi directement mis en cause le Rassemblement national (RN), mais également dénoncé les propos tenus sur des chaînes comme CNews : « *Comment peut-on laisser prospérer cette parole matin, midi et soir, et croire qu'un jour elle n'aura pas d'effet dans la vie réelle ?* » interroge l'élu, qui souhaite interdire la théorie du « grand remplacement » dans le débat public.

La thèse est au fond assez simple : c'est celle d'un continuum entre les paroles visant l'immigration et/ou l'islam, et les crimes racistes. « *Vous ciblez, ils tuent* », a déclaré la députée écologiste Léa Balage El Mariky en évoquant des propos tenus par Jordan Bardella, qui avait décrit Trappes comme une « *république islamique en miniature* ». Selon l'avocat engagé à gauche Seydi Ba, « *désormais, les médias qui invitent un cadre du RN ou de Reconquête ! acceptent le risque que ses propos, largement diffusés, servent de mobile au prochain attentat* ».

Faut-il considérer que le tueur de Trappes n'a été que le bras armé des éditorialistes vitupérant contre le « grand remplacement », ou au contraire s'inquiéter des menaces que ferait peser cette grille de lecture sur la liberté d'expression ? Pour en débattre, *Marianne* confronte deux opinions contradictoires : celle de l'éditorialiste Nesrine Slaoui, réalisatrice du documentaire *Maghrébines*, et du sociologue et essayiste conservateur Mathieu Bock-Côté. M



Mathieu Bock-Côté

"Nous avons devant nous une gauche totalitaire qui veut fermer des chaînes de télé"

Sociologue et éditorialiste, régulièrement à l'antenne de CNews, il dénonce l'"odieuse récupération du massacre de Trappes" par la gauche.

La gauche totalitaire, et je ne parle pas ici que de LFI, ne tolère pas l'existence de ses adversaires, même à la marge, car le simple fait d'entendre autre chose que sa propre voix la heurte. Elle y voit le surgissement du mal dans la cité et veut dès lors renvoyer ceux qui s'en rendent coupables derrière les portes de l'enfer. Il faut évidemment anéantir l'ennemi électoralement ou, encore mieux, le bannir de l'espace public et le frapper d'un interdit juridique. S'il le faut, on ira jusqu'à la violence, et si celui qui pense mal meurt, on ne le pleurera pas. On expliquera même qu'il l'a bien cherché. C'est la jurisprudence Quentin Deranque. Demain, si je ne sais quelle figure publique finit le crâne fracassé par des miliciens antifas, on dira la même chose.

Et pour en finir avec ses ennemis, la gauche fera flèche de tout bois. On l'a vu dans sa récupération du massacre de Trappes. L'ensemble du pays a été bouleversé. La gauche totalitaire, elle, a vite séché ses larmes. L'occasion était trop belle, dans son esprit, pour ne pas lancer une charge violente contre ses ennemis politiques et médiatiques. Elle a mobilisé la théorie du climat, qui consiste à dire que le climat idéologique ambiant serait à blâmer. Kevin T. ne serait pas seulement un psychopathe raciste, un fou furieux, une anomalie dans une société civilisée, mais le bras armé conséquent, le traducteur logique de la critique de l'immigration massive et de ce que certains appellent la théorie du « grand remplacement ». Il serait l'expression désinhibée de ce que la gauche appelle l'extrême droite.

Criminaliser les discours politiques

Dès lors, pour éviter une prochaine tuerie semblable à celle de Trappes, il faudrait censurer ceux qui l'ont rendue possible. Car qui remet en question l'immigration massive, qui constate que le peuple historique d'un pays (oui, le peuple historique existe, et on ne saurait définir sérieusement une nation seulement à partir d'un contrat juridique ou de valeurs abstraites) se fait peu à peu noyer démographiquement, d'autant plus que l'assimilation ne fonctionne pas – ce qui favorise la formation de communautarismes de plus en plus nombreux, dans un contexte de choc des civilisations –, serait en train d'en appeler implicitement à l'extermination des populations issues de l'immigration. Tout discours critique sur l'immigration massive serait un discours pousse-au-crime. Je le dis franchement : il faut avoir l'esprit malade pour penser cela.

La théorie du climat, qui remonte au début des années 1980, permet de déresponsabiliser l'assassin, elle crée des coupables par association, elle transforme les intellectuels et les éditorialistes en idéologues à l'origine du massacre, elle permet aussi de criminaliser les discours politiques qui ne se soumettent pas à l'orthodoxie progressiste ou diversitaire. La ficelle est grosse comme du câble à bateau. Mais la gauche totalitaire s'en fiche. Elle pratique la *taqîya* à sa manière. Elle joue le jeu démocratique tant qu'elle en tire un avantage. Au terme du débat, elle rêve de tyrannie. Alors je le redis : nous avons devant nous une gauche totalitaire, qui veut interdire des partis, fermer des chaînes de télé, interdire des théories, annuler des colloques et des forums et embastiller ses ennemis. M

Jan Schmidt-Whitley / Le Pictorium / MaxPPP – Hannah Assouline / Opale.photo

L'IDÉE DÉCORTIQUÉE

Glucksmann sans frontière

Faut-il vraiment régulariser 300 000 travailleurs sans papiers ?

S'il accède à l'Élysée, Raphaël Glucksmann promet des régularisations massives de travailleurs. Vraie nécessité ou chiffre totem ?

Par Étienne Campion



LE VAINQUEUR de la primaire socialiste entouré d'Olivier Faure et de Boris Vallaud, le 22 octobre, à Paris.

Raphaël Lafargue / Abaca

Quand les politiques n'ont pas d'idées, ils ont les chiffres. Ainsi Raphaël Glucksmann vient de proposer de régulariser 300 000 travailleurs. Sur l'aspect tactique, on comprend assez bien ce que le candidat à la présidentielle espère obtenir avec cette promesse : qu'on cesse de lui reprocher de n'être pas vraiment de gauche.

Mais pourquoi 300 000 ? Il reprend ainsi à son compte une proposition ancienne du Parti socialiste, qui doit d'ailleurs être examinée prochainement à l'Assemblée nationale lors de la niche parlementaire du groupe. Dans leur texte, les socialistes estiment entre 300 000 et 400 000 le nombre de travailleurs sans papiers, sans préciser comment ils arrivent à ce résultat. On aimerait le savoir. Surtout, le texte va plus loin que ne le laisse entendre l'annonce. Il prévoit d'accorder un titre de séjour de plein droit après six mois de travail, consécutifs ou non, sur les deux dernières années. Sans se limiter aux métiers en tension. Sans date de clôture non plus. Les 300 000 ne constituent donc aucun plafond : d'autres pourraient ensuite remplir les conditions.

Les auteurs invoquent l'Espagne de Pedro Sánchez. Mais son opération de régularisation, en 2026, concernait les personnes arrivées avant le 1er janvier, avec un dépôt des demandes avant le 30 juin. L'objectif ? Faire reculer le travail au noir, protéger les salariés et faire rentrer des cotisations. En Italie, en 2020, la mesure avait été prise pendant le Covid, notamment dans le secteur de l'agriculture et de l'aide à domicile, pour sortir de la précarité des travailleurs que la crise fragilisait. Il y a évidemment des situations qu'il faut régler et dont nier l'existence est une impasse. Quel intérêt à laisser pendant des années un salarié à la merci d'un patron qui menace de le dénoncer ?

Tout ne se résume pas à un manque de bras

On note cependant une constante chez le politique en campagne : méconnaître ou faire semblant de méconnaître que l'État agit déjà sur ledit sujet. L'admission exceptionnelle au séjour existe déjà en France et permet au préfet de régulariser au cas par cas, après examen d'un dossier. Pour les métiers en tension, la loi de 2024 a même ouvert une procédure permettant au salarié de déposer sa demande sans passer par son employeur. Le dispositif en question nécessite notamment trois ans de présence continue en France et douze mois de travail sur les deux dernières années, dans un métier reconnu comme en tension dans la région. Il faut aussi occuper un emploi en tension au moment de la demande. On peut discuter de ces critères, voire simplifier les démarches.

Mais ce genre de mesure risque, hélas, d'être contre-productif : plus d'arrivées irrégulières et un flux qui, in fine, permet au patronat d'instrumentaliser d'autres travailleurs irréguliers. D'autres pistes restent possibles : traiter les situations présentes, empêcher qu'elles se reproduisent et sanctionner les employeurs qui en profitent. Quant aux métiers que les Français ne voudraient plus exercer, parlons aussi de leur paie et de leurs horaires. La Dares relève que les 30 métiers les plus en tension offrent des rémunérations relativement attrayantes mais nécessitent souvent des formations spécifiques. Tout ne se résume donc pas à un manque de bras qu'un titre de séjour viendrait aider à combler.

Mieux former ceux qui vivent déjà en France, Français comme étrangers, mieux payer les emplois délaissés, permettre aux salariés d'évoluer : il y aurait de quoi faire. Avec, pour les étrangers qui en ont besoin, un vrai apprentissage du français et la reconnaissance de leurs qualifications. Ce qui suppose de réduire les flux irréguliers pour se donner les moyens d'intégrer. M

Ministère à l'intérieur

Manifestations : le vrai du faux sur l'infiltration policière

Sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre sont accusées de se faire passer pour des casseurs afin d'envenimer la situation. Qu'en est-il vraiment ? ***Par Emilien Hertement***

Depuis plusieurs semaines, des captures d'écran et des vidéos pullulent sur les réseaux sociaux, raillant de prétendues tentatives d'infiltration policière qui visent à intégrer des groupes de bloqueurs et de manifestants dans un langage largement stéréotypé. D'autres vidéos filmées dans les cortèges montrent des individus considérés comme des policiers en civil reconnus et ridiculisés par des contestataires. Plus inquiétant, certains contenus accusent également les fonctionnaires de provoquer les participants et d'attiser eux-mêmes la violence, en tentant, par exemple, de brûler des poubelles. Qu'en est-il réellement ?

Pour les policiers de terrain, les tentatives d'infiltration de groupes de messagerie ou les approches sur les réseaux sociaux restent très marginales. *« Notre activité sur les réseaux sociaux nous sert surtout à prendre la température. Pour la manif du 17 octobre, on a vite compris que ça allait être une journée tendue. Je n'ai d'ailleurs pas compris comment les services de renseignement ont pu se faire dépasser »*, confie un officier de police judiciaire (OPJ) qui connaît bien ces questions.

« Ça peut arriver que des collègues peu aguerris tentent ce genre de choses, mais ça reste des initiatives individuelles. En réalité, les collègues vraiment expérimentés ne se font jamais choper. Dernièrement, on a pu démanteler des réseaux de vols de voitures grâce à des infiltrations dans des groupes de discussion sur Telegram », poursuit-il.

Lorsqu'ils sont habilités à mener ce type d'approche, les policiers concernés sont généralement chevronnés. Les brigades anticriminalité (BAC) d'Île-de-France, par exemple, ou les services des stups, qui échangent quotidiennement avec des informateurs – les fameux « tontons » –, disposent le plus souvent de comptes sérieux et crédibles sur les réseaux sociaux. Ces comptes Snapchat affichent par exemple des « scores » plus élevés, un indicateur qui permet de mesurer l'activité globale d'un compte et contribue à leur donner davantage de crédibilité. Au cœur des manifestations, l'infiltration physique demeure une technique largement répandue. Dans la capitale, la Brigade d'information de voie publique (BIVP), rattachée à la Direction de l'ordre public et de la circulation de la Préfecture de police de Paris, une unité de policiers en civil présente dans les cortèges, est particulièrement active depuis le début du mouvement.

Repérer les casseurs en amont

« On doit être au cœur de la manif, être discret, la vivre, sentir les choses de l'intérieur pour voir quand ça devient hostile et que ça commence à se tendre », témoigne un membre de la BIVP qui s'est inflitré à quasi toutes les journées du mouvement social.

« Le 17 octobre, par exemple, on a pu repérer la formation d'un cortège imprévu sur le boulevard Saint-Germain. On a fait remonter l'info et ça a permis de mieux réceptionner ensuite », indique-t-il. Ces infiltrations permettent également de repérer en amont les principaux casseurs et de les suivre afin de les interpeller dans un cadre adapté. *« On fait tout pour que ça se passe bien. On agit sur des détails : exfiltrer des objets sensibles sur la voie publique, bloquer l'accès à des chantiers, on fait remonter les infos »*, détaille notre OPJ.

Il arrive toutefois que des policiers en civil se fassent « cramer », ils doivent alors sortir des cortèges pour leur sécurité. *« Mais à chaque manif, je vois tout un tas de personnes se faire chahuter par d'autres et se faire sortir parce qu'elles sont prises pour des flics, alors que ce n'est pas du tout le cas »*, s'amuse un lieutenant de police spécialisé dans le maintien de l'ordre. Interrogé sur des dérapages policiers en manifestation, notre source insiste : *« Quand tu es en manif, tu pars du principe que tout est filmé. Je ne vois pas l'intérêt de faire dégénérer les choses en allumant des feux ou en cassant. Si c'est le cas, tout le monde réprouve évidemment ces comportements en interne, et il faut les condamner. »*



Eliot Blondet / Abaca

BROCARDÉE La police est notablement raillée depuis le début des contestations, comme ici à Paris, le 7 octobre.



Jan Schmidt-Whitley / Le Pictorium / MaxPPP

L'ABOLITION de la plate-forme est au cœur des revendications lycéennes et a trouvé son écho politique, de Mélenchon à Le Pen. Ci-contre, lors d'une manifestation à Paris, le 17 octobre.

On rase gratis

Parcoursup : le bingo des démagos

À l'approche de 2027, la suppression de Parcoursup confine à l'incantation magique. Chaque candidat coche sa case. Reste à savoir comment le nouvel algorithme fera des miracles. ***Par Marie-Estelle Pech***

Parcoursup mérite des critiques en raison des critères de sélection parfois obscurs de certaines formations. Mais il n'a inventé ni leurs capacités d'accueil limitées, ni la différence entre les envies et les places disponibles, ni les résultats médiocres d'une partie des lycéens. On peut investir dans l'enseignement supérieur, rendre les décisions plus lisibles. Mais stop à la démagogie. Personne ne rêve de retourner à l'époque du papier. Si on supprime cette plate-forme en 2028, il faudra réinvestir – probablement en pure perte – dans un algorithme similaire en le repeignant en vert ou en rose.

Des dizaines de milliers de jeunes rêvent d'aller en fac de droit à Paris, de science politique, de médecine ou de psychologie, les formations les plus prisées. Tous n'y trouveront pas une place. Il faudra bien proposer à certains une autre filière. Par quelle magie faire passer ce choix subi pour un vœu exaucé ? En attendant la création de l'algorithme merveilleux qui satisfera tout le monde sans sélectionner personne, le bingo politique continue. « Boîte noire » : coché. « Injustice » : coché. « Ignominie » : coché. « Suppression » : carton plein. Les candidats à l'élection présidentielle, plus démagos les uns que les autres, promettent la lune, le plus souvent sans proposition de remplacement crédible sur ce sujet technique. Passons en revue leurs idées.

1. Abolir Parcoursup et la sélection

Jean-Luc Mélenchon promet de supprimer l'« *ignominie* » Parcoursup. Les Insoumis sont favorables à la création de 150 000 places dans l'enseignement supérieur, sans se préoccuper du fait que chaque année 80 000 places restent inoccupées. François Ruffin demande la « *suppression de Parcoursup* » comme Dominique de Villepin, pour qui ce système est une « *machine à stress* ». Fabien Roussel va dans le même sens : « *Parcoursup et MonMaster seront supprimés et la sélection à l'entrée de l'université prendra fin.* » Marine Tondelier dénonce un « *algorithme opaque* » et veut son abolition « *avant la présidentielle* », ce qui est impossible, sauf si on accepte de sacrifier les élèves de terminale actuels. Nicolas Dupont-Aignan réclame lui aussi sa disparition, dénonçant un contrôle continu d'une « *injustice incroyable* ». Il propose le retour d'un « *bac égalitaire* » qui n'a jamais existé puisque les formations sélectives – 60 % le sont – choisissent depuis plus de cinquante ans uniquement sur la base du contrôle continu. Ce sont les candidats « Grand Soir » : plus de plate-forme, plus de sélection. Mais lorsque 1000 lycéens veulent les 300 places d'une licence de droit, que fera-t-on des 700 autres ? On agrandira les amphis par décret ? On inventera la licence à capacité illimitée en se fichant que les étudiants ne trouvent pas de boulot à la sortie ?

2. Supprimer l'algorithme pour le remplacer

Le maire socialiste de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, réclame la « *suppression de Parcoursup, source d'angoisse et d'inquiétude* ». L'ancien ministre centriste et candidat, Olivier Becht, affirme : « *Parcoursup est une boîte noire qui doit être supprimée et remplacée* », puis il propose une épreuve complémentaire au baccalauréat, propre à chaque spécialité. Ce qui a déjà été tenté à l'époque de Jean-Michel Blanquer, sans succès. Raphaël Glucksmann entend « *remplacer* » la plate-forme par un système « *plus juste* » sans préciser lequel, tout comme Marine Le Pen, qui oscille entre « *suppression ou réforme* » : « *Ça revient au même* », assure-t-elle. Bruno Retailleau veut « *une nouvelle plate-forme* », tout en défendant une sélection « *au mérite* ». Sauf que changer le logiciel ne supprime pas le choix à faire entre candidats.

3. Réformer plutôt que supprimer

Gabriel Attal se garde de promettre le miracle : « *Si supprimer Parcoursup suffisait à supprimer le malaise de la jeunesse, je serais le premier à le demander.* » Édouard Philippe reconnaît que « *Parcoursup, c'est stressant et ça ne marche pas comme ça devrait* », sans en exiger l'abolition. Encore heureux, car la plate-forme si décriée a été mise en place par le gouvernement dont ils sont issus. M



LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Léguer au Secours populaire français, c'est multiplier votre bonheur à l'infini pour faire vivre une solidarité de proximité contre la pauvreté et l'exclusion des enfants et des personnes les plus démunies.

Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer au Secours populaire français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03

❑ **OUI**, je souhaite recevoir la brochure sur les legs, donations et assurances-vie par: ☐ courrier ☐ email

☐ Mlle
☐ Mme
☐ M.

Nom* Prénom

Adresse :

Code postal Ville

Téléphone E-mail

26LEGAC5



Votre contact:
Carole Pezron
01 44 78 79 26
carole.pezron@secourspopulaire.fr

Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tous droits de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés et la rigueur de la gestion dans l'utilisation des fonds.

Don en Confiance

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours populaire français - 9/11 rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03, représenté par son directeur général. Ces données sont destinées au Secours populaire français et aux tiers qu'il mandate, à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes, faire appel à votre générosité, vous adresser des informations sur le Secours populaire français. Le Secours populaire français ne transfère pas les données en dehors de l'Union européenne. Les données ne sont ni louées, ni échangées, ni vendues à des tiers. Conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez accéder à vos données personnelles, demander leur rectification, limitation ou effacement et vous opposer à leur utilisation, en contactant le Secours populaire français - 9/11 rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03 - relation.donateurs@secourspopulaire.fr - 01 44 78 22 37. Vous pouvez aussi contacter le délégué à la protection des données du Secours populaire français à : dpo@secourspopulaire.fr. Ces données sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.

Quarante ans après

MARTYRE DE L'A10 : PLONGÉE DANS UNE ENQUÊTE OBSESSIONNELLE

Le 11 août 1987, le corps d'Inass Touloub, 4 ans, est découvert au bord de l'autoroute A10, enroulé dans une couverture masquant de multiples brûlures et morsures. Les gendarmes ont œuvré pour identifier ses bourreaux, jugés depuis le lundi 2 novembre devant la cour d'assises du Loir-et-Cher, à Blois. Une longue quête enfin récompensée. *Par* ***Marine Mazéas***

Lorsqu'il est appelé pour une découverte de cadavre sur le bord de l'autoroute A10 le 11 août 1987, Rémy Maunier, chef de la section de recherche d'Orléans, ne soupçonne pas que débute une *« enquête hors norme »* qui va marquer sa carrière. À hauteur de l'échangeur de Suèvres (Loir-et-Cher), le corps d'une fillette de 4 ans, vêtue d'une robe de chambre à carreaux et enveloppée dans une couverture bleue, a été trouvé derrière la glissière de sécurité. Elle est couverte de plaies, son visage maculé de giclures de sang. Une vision effroyable pour les premiers intervenants.

« Je l'ai découverte plus tard sur la table d'autopsie, se souvient le gendarme retraité auprès de *Marianne*. *J'ai tout de suite vu que c'était une enfant martyre. Elle avait des traces de morsures et de brûlures de cigarettes sur le corps. »* Le médecin légiste constate aussi plusieurs fractures. Il conclut à une mort par hémorragie, provoquée par l'arrachement de son mamelon droit, associée à une série de traumatismes. À ce stade, il s'agit d'abord d'identifier la petite victime. Or personne n'a signalé sa disparition. *« C'est sûrement que ses proches étaient dans le coup. Il suffira de découvrir qui elle est pour trouver ceux qui ont commis ce crime atroce »*, est alors convaincu le commandant Maunier, loin d'imaginer qu'un travail de Sisyphe s'annonce.

Le gendarme axe ainsi l'enquête selon *« une méthode de raisonnement tactique »* et constitue deux équipes : *« Une pour le renseignement, chargée de recueillir des informations sur l'enfant en partant du lieu de découverte puis en élargissant le cercle ; une autre affectée aux constatations techniques autour de l'endroit où était le cadavre, consistant à mouler avec du plâtre d'éventuelles marques de pneus, relever des traces de pas ou des mégots de cigarettes jetés sur place. On ratisse large. »* Munis d'un portrait de la fillette réalisé à partir de son cadavre, les limiers débutent le porte-à-porte à Suèvres. En parallèle, un appel à témoins est diffusé dans toute la France. Pourtant, personne ne la reconnaît ni ne la réclame.

63 000 signalements affichés

« On s'intéresse alors aux services sociaux. Il y a peut-être eu des signalements de maltraitance, mais bon nombre d'assistantes sociales nous opposent le secret professionnel et ne veulent pas nous parler. » Près de 6 000 pédiatres sont aussi interrogés. Sans succès. À la rentrée scolaire, les enquêteurs demandent à consulter les fichiers de l'Éducation nationale. *« La Cnil refuse. C'est une atteinte à la vie privée. »* Les brigades territoriales de toute la France se rendent alors dans 66 000 écoles pour vérification. *« Dans cette enquête, chaque fois qu'on avance, on trouve un mur devant nous. »*

Le 9 septembre 1987, jour de l'enterrement de la petite inconnue de l'A10, les gendarmes guettent. *« On dit que l'assassin revient toujours sur les lieux de son crime. »* Pas cette fois-ci. Rémy Maunier suggère alors au juge d'instruction de faire appel au Centre d'analyse de recherches en microscopie électronique, un laboratoire privé qui a déjà permis de résoudre des affaires grâce à l'analyse de grains de sable. Ceux que contenait la poche de l'enfant ou qui se trouvaient sur sa couverture sont comparés à d'autres prélevés autour du lieu de découverte du cadavre. *« Ils correspondaient à l'environnement de la commune de Marchenoir, où elle aurait pu vivre. Nous avons interrogé près de 4 000 personnes, mais ça n'a rien donné. »*

Selon l'autopsie, la petite avait mangé de la langue de bœuf et des légumes, peu avant sa mort. En quête d'indices, les limiers



LES LIEUX DE LA MACABRE DÉCOUVERTE
Un appel à témoins a rapidement été diffusé dans tout le pays. Pourtant, personne ne reconnaît la fillette ni ne la réclame.

PhotoPQR / "La Nouvelle République" / MaxPPP



FUITE Les parents de la famille Touloub ont décidé de partir pour le Maroc le lendemain de la mort de leur fille Inass. Ci-contre, Halima El Bakhti, la mère, attend son procès, le 2 novembre, au tribunal de Blois.

Alain Jocard / AFP

inspectent les restaurants et relais routiers de la région. Encore une impasse. En septembre 1988, près de 63 000 signalements sont placardés dans les gares, les mairies, les postes et diffusés dans la presse du Maroc, de Tunisie et d'Algérie, d'où l'enfant à la peau mate pourrait être originaire. En vain. Trois ans plus tard, une première ordonnance de non-lieu est prononcée. L'adjudant Alain Pétat, enquêteur de la section de recherche, se désole. Il veut connaître le fin mot de cette affaire. « *Particulièrement parce que c'était une petite fille et qu'on savait comme elle avait souffert* », dit-il à *Marianne*.

Pour relancer l'enquête, la justice fait appel en 1993 à l'émission « Témoin numéro 1 », présentée par Jacques Pradel. Un téléspectateur émet des soupçons sur une famille résidant en Île-de-France. Une piste qui n'aboutit pas. Les enquêteurs l'ignorent, mais ils sont passés tout près de la vérité. De nouveaux prélèvements sont effectués dans l'optique d'expertises génétiques futures, l'ADN n'en étant qu'à ses balbutiements. L'enquête stagne. « *À un moment, on ne savait plus trop où se tourner, mais dès qu'on recevait un renseignement, même infime, on l'exploitait* », assure Alain Pétat.

L'année 2007, vingt ans après le drame, marque un tournant. Les scellés conservés depuis l'origine sont de nouveau analysés et permettent d'extraire deux ADN. Ceux des parents biologiques de l'enfant, bien qu'ils ne soient pas enregistrés dans le Fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg). Cinq ans plus tard, l'affaire s'affine encore avec l'identification de deux nouveaux profils génétiques, celui d'un frère et d'une sœur. Rémy Maunier, affecté à d'autres commandements, reste hanté par l'affaire, il ressasse. « *Je me demandais ce que je n'avais pas fait, ou pas bien fait…* »

Victime dès l'âge de 18 mois

En juin 2018, ses tourments cessent. Le procureur de la République de Blois annonce victorieusement que l'affaire est résolue. « *Les premières investigations ont été parfaitement effectuées. Tout a été fait à l'époque pour que trente ans et dix mois plus tard nous puissions élucider un drame.* » Le Fnaeg a réagi quelques mois plus tôt à l'enregistrement d'un profil masculin qui correspond à celui de l'enfant. Il s'agit de son frère cadet, Anouar, fiché pour une bagarre avec un client de son bistrot.

Les enquêteurs remontent jusqu'à sa famille, les Touloub, d'origine marocaine, arrivés en France dans les années 1980. Ils ont eu sept enfants, dont la petite Inass, née le 3 juillet 1983 à Casablanca. C'est elle, la petite martyre de l'A10. Dès l'âge de 18 mois, elle aurait été victime de violences, en témoigne Ahmed, le père de l'enfant, en audition. Des morsures, gifles, coups de pied que lui aurait fait subir Halima, sa mère. L'homme raconte ensuite la « *mauvaise journée* ».

Un soir, en rentrant chez lui, il trouve sa fillette morte sur le canapé. Tombée dans l'escalier, lui dit sa femme. Poussée dans l'escalier, assurent les enfants. L'homme s'apprête à la dénoncer, mais, par crainte que ses autres enfants soient placés par les services sociaux, il se ravise, agissant comme « *un lâche* », dit-il. Ils décident alors de partir au Maroc dans la nuit. Sur le chemin, ils déposent Inass le long de l'autoroute.

Confrontée à cette version, Halima, ancienne institutrice, finit par admettre la mort de sa fille, intervenue dans la voiture après cette chute dans les escaliers. Elle a bien frappé sa fille « *mais pas à ce point-là* » (de la tuer). Elle réfute aussi les morsures – « *Je suis pas un chien* », s'indigne-t-elle. Chacun des époux s'accuse alors de violences mutuelles. Ils se séparent en 2010.

Interrogés, les enfants du couple se souviennent à peine de leur petite sœur. Ils décrivent une mère « *en souffrance* » qui « *faisait des crises* » et un père « *mort de l'intérieur* ». Tue, la mort d'Inass restera un non-dit jusqu'à l'arrestation de leurs parents. Halima El Bakhti, 71 ans, est jugée depuis le 2 novembre pour « *torture et actes de barbarie ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ». Son époux, Ahmed Touloub, 74 ans, doit répondre de « *complicité* » devant la cour d'assises de Blois. Ils comparaissent libres.

Les enquêteurs successifs sur cette affaire ne l'ont jamais oubliée. Alain Pétat a conservé la photo de l'enfant dans son portefeuille pendant plus de quinze ans, jusqu'à sa retraite. Rémy Maunier, qui a tant espéré que l'affaire serait élucidée, loue le travail constant de ses collègues. « *J'ai été très soulagé d'apprendre que la tombe de la petite ne serait plus anonyme, et c'est grâce à la persévérance des gendarmes. Un gendarme ne laisse jamais tomber, la preuve.* »

"Dès qu'on recevait un renseignement, même infime, on l'exploitait." **ALAIN PÉTAT** Enquêteur de la section de recherche



Jim Hollander / UPI / Abaca

MANSOUR ABBAS (à droite), dirigeant du parti arabe Ra'am, et son numéro deux, Yoav Segalovitz (à gauche), un policier juif à la retraite, le 23 octobre à Tel-Aviv.

Vote surprise

Les Arabes d'Israël, nouveaux faiseurs de roi

C'est une première dans l'histoire parlementaire d'Israël. Les partis arabes occupent désormais 19 sièges à la Knesset. Qui les dirige ? Sur quelles positions ? *Par Pierre-Simon Assouline*

Le 27 octobre, près de 840 000 électeurs ont voté pour la Liste unifiée (11 élus) ou pour Ra'am (huit), soit 64 % de plus qu'en 2022. Les Arabes, qui forment plus de 20 % de la population, ont cessé de bouder les urnes.

Ces partis appartiennent à deux familles politiques rarement réconciliées. La Liste unifiée rassemble Hadash (communiste), Taal (nationaliste arabe) et Balad (nationaliste palestinien). Ra'am, lui, est le bras politique de la branche sud* du Mouvement islamique, issu des Frères musulmans, née en 1996 d'une scission sur Oslo. Ra'am a choisi la Knesset. La branche nord*, elle, a un passif avec le Hamas. Ses dirigeants avaient été arrêtés dès 2003 pour avoir aidé l'organisation islamiste, et cheikh Raed Salah, son chef, a été condamné, entre autres motifs, pour financement du Hamas. En novembre 2015, le cabinet de sécurité interdit le mouvement. La branche nord est depuis dix ans la vitrine du Hamas en Israël, aux yeux de ses adversaires. C'est cette ombre que Ra'am, issu du Sud, traîne malgré lui, et que Netanyahou sait agiter.

Ra'am a claqué la porte de la Liste unifiée en 2021. La cause : cette même année, son chef, Mansour Abbas, dentiste, entre dans la coalition Bennett-Lapid. Une première pour un parti arabe indépendant. Il avait auparavant fait un pas de géant : il fut le premier politique arabe à reconnaître Israël comme État juif.

Les soupçons restent pourtant tenaces. En juillet, sur la radio publique, Abbas a refusé de qualifier le Hamas d'organisation terroriste, craignant que cela ne passe pour un soutien à la guerre à Gaza. Le Hamas n'a pourtant rien d'un allié : Sinwar, l'organisateur du 7 octobre, avait traité Mansour Abbas de traître pour cette reconnaissance d'Israël comme foyer juif. Abbas a ensuite continué de prendre ses distances. Quid de Gaza ? Chez Ra'am, on en dit le moins possible afin de ne pas effrayer d'éventuels alliés juifs. À la Liste unifiée, certains parlent de génocide, d'apartheid.

La criminalité interne comme levier

Comment expliquer ce raz de marée électoral ? Paradoxalement, c'est sans doute Itamar Ben Gvir qui a été l'aiguillon de ce mouvement. Durant tout son mandat, le ministre d'extrême droite a pris pour cible les citoyens arabes, promis de chasser les « déloyaux », s'est vanté d'avoir rasé 10 000 maisons bédouines, et a expliqué en 2023 que la criminalité intracommunautaire arabe l'inquiétait surtout parce qu'elle pourrait déborder chez les juifs.

Cette criminalité interne est sans doute le deuxième levier du vote arabe. En 2025, on a recensé 252 morts dans la communauté arabe, un record. L'année 2026 devrait être pire. Seules 12 % des affaires ont été élucidées au premier semestre. Les homicides ont plus que doublé dès 2023, première année pleine de Ben Gvir à la tête de la police. Les ONG réclament le départ du ministre.

C'est sur ce terrain que Ra'am a recruté un atout inattendu : Yoav Segalovitz, 67 ans, ancien général et ex-chef des enquêtes de la police, vice-ministre de la Sécurité publique sous Bennett-Lapid, réputé pour son action contre le crime dans la société arabe. Il a quitté Lapid cet été pour devenir le numéro deux de Ra'am. Le bras droit du chef d'un parti islamiste est donc un juif sioniste. Aucun scénariste n'aurait osé. La société israélienne, si. M

*Des appellations qui renvoient à la géographie, mais aussi à leurs divergences vis-à-vis des accords d'Oslo.

Marianne
INDISPENSABLE
1€ le premier MOIS
Votre guide de survie en période électorale
Découvrez nos offres
offres.marianne.net

FONDATION VISIO

Autonomie Liberté et Espoir

Pour voir l'avenir autrement

En collaboration avec

FONDATiON ViSiO

Près de 2 millions de personnes vivent en France avec une déficience visuelle. Derrière ce chiffre : un enfant qui veut lire comme ses camarades, une étudiante qui veut poursuivre ses études, un adulte qui veut se déplacer en toute sécurité et faire du sport.

Chaque jour, la FONDATION VISIO innove pour que la déficience visuelle ne soit plus synonyme d'exclusion.

CHIENS GUIDES ET AIDES TECHNOLOGIQUES : *l'autonomie retrouvée*

Investir dans la liberté de mouvement est au cœur de la mission de la FONDATION VISIO. Avec la canne blanche électronique Tom Pouce, se déplacer devient plus simple et plus sûr. La Fondation a aussi créé un pôle de recherche vétérinaire unique en France pour protéger la santé et garantir le bien-être des chiens guides. Et un chien en pleine forme, c'est un maître serein.

CULTURE, ÉDUCATION, SPORT : *ouvrir le champ des possibles*

La Fondation multiplie les actions pour que chacun puisse s'émerveiller, s'accomplir, se dépasser.

CULTURE : films et spectacles audiodécrits, expositions tactiles, accessibilité du patrimoine architectural...

ÉDUCATION : adaptation de livres pour les enfants aveugles ou malvoyants, accessibilité des campus et bibliothèques universitaires...

SPORT : tatamis partagés avec la Fédération Française de Judo, ateliers de danse, matchs de rugby audiodécrits...

LA RECHERCHE MÉDICALE NEURO-OPHTALMOLOGIQUE : *repousser les frontières de l'impossible*

Et si on pouvait ralentir, voire inverser, certaines formes de cécité ? La FONDATION VISIO soutient la recherche sur le glaucome, la DMLA ou les maladies génétiques rares de l'œil. Avec l'Hôpital Fondation de Rothschild, elle s'est engagée dans un programme ambitieux autour de l'IA, pour ouvrir la voie à un avenir où la perte de vision ne sera plus une fatalité.

Chaque innovation, chaque action est une porte qui s'ouvre

FAITES UN DON

www.fondation-visio.org

Tél. 02 41 68 15 18 / contact@fondation-visio.fr

FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Albert Dupontel

“Trente ans que j’entends dire que le cinéma va mourir”

Renvoyé de la maternelle à 4 ans, fâché avec la collectivité, obsédé par les familles qui ne tournent pas rond, il sort “Il faut brûler maman”, son premier huis clos, tourné en plan-séquence. Pourquoi et comment un grand cinéaste tragicomique s’enferme-t-il dans la règle des trois unités du théâtre classique ? Albert Dupontel s’explique.

Propos recueillis par Frédéric Taddeï – Photos : Audoin Desforges pour “Marianne”

Marianne : Il faut brûler maman *est un film au premier degré, un genre auquel vous ne vous étiez pas encore frotté. Même le titre doit être pris au pied de la lettre. Vous en aviez marre d’être incompris ?*

Albert Dupontel : Non, je m’estime plutôt compris. Mes films se portent bien. Mais c’est vrai que, dans celui-là, ce n’est pas un regard tourné vers l’extérieur, c’est l’intériorité des personnages qui m’intéresse. Ma maman a 93 ans, donc, l’inspiration, je n’ai pas été la chercher bien loin. J’avais besoin d’exorciser ce truc-là. C’est un film introspectif.

À la sortie de* Bernie, *vous vous êtes fait traiter de nazi. On vous a longtemps trouvé hystérique et violent. Votre humour noir vous rendait infréquentable aux yeux de la critique. C’est seulement avec* Neuf mois ferme *que les César se sont mis à pleuvoir. Vous n’êtes jamais allé les chercher, d’ailleurs…

Plus par pudeur que par autre chose. Être récompensé comme le meilleur, c’est un peu gênant. En course à pied, je comprends, mais en art… Sans compter le nombre de fois où j’ai vu des films césarisés que je n’apprécie pas du tout. Alors, quand c’est pas vous, vous trouvez ça moche, et quand c’est vous, vous trouvez ça bien ? Dans le doute, j’ai préféré m’abstenir. Et puis, vous connaissez la phrase de Nietzsche : *« L’instinct de défense contre le monde extérieur porte un nom, ça s’appelle le goût. »*

Vous êtes obsédé par les familles qui ne tournent pas rond. Ce sont des allégories de la société française ou bien vos parents vous ont fait souffrir quand vous étiez petit ?

Non, non, j’ai eu des parents bienveillants. J’étais peut-être plus éduqué qu’aimé, c’est tout. Mais j’ai toujours vu dans mes déviances d’adulte des mini-traumatismes enfantins. Rien de dramatique, on n’est pas chez Dickens, mais quand j’avais 4 ans, j’ai été viré de la maternelle, c’est quand même une performance. Ma mère a été convoquée par la directrice : *« Je ne peux plus le tenir ! »* Et je me souviens qu’au CP, je devais parler trop, l’instituteur m’a scotché la bouche avec du chatterton. Ce qui aujourd’hui paraît barbare. Les gamins brûleraient des poubelles pour moins que ça. Il y a un truc gênant avec la famille, c’est qu’on reste toujours le petit gars qu’ils ont connu. Vous avez beau progresser, vous affirmer, c’est toujours pareil : *« Alors, il est content ? Il a fait son film ? »* Parler de ça dans *Il faut brûler maman* à l’occasion d’un deuil, c’est libérateur.

Comment peut-on se faire renvoyer de la maternelle à 4 ans ? Il faut être sacrément révolté. Staline a attendu l’âge de 20 ans pour se faire renvoyer du séminaire.

Je ne sais pas. Je n’en ai aucun souvenir. C’est ma mère qui me l’a raconté. Les principes pédagogiques étaient un peu rustiques à l’époque. Je devais être un gosse agité. Je me rappelle bien mon arrivée à l’école primaire, en revanche : les punitions, les coups de règle sur les doigts, les engueulades, les claques…

Ce film, c’est votre premier huis clos et vous avez réussi à le rendre spectaculaire. En le tournant en un seul plan-séquence ou presque, comme l’avait fait Hitchcock pour* La Corde. *En filmant les acteurs de près. En multipliant les mouvements de caméra impressionnants. Les réalisateurs français sont de moins en moins visuels. Vous êtes l’un des derniers à faire du cinéma et pas des téléfilms ou du théâtre filmé.

Le cinéma français est encore sous l’influence de la nouvelle vague, qui était assez pauvre techniquement et souvent mal filmée. Le meilleur film de la nouvelle vague, pour moi, c’est *Le Dernier Métro*, qui ne ressemble pas du tout à un film de la nouvelle vague. On dirait du Marcel Carné. Moi, quand j’étais jeune, c’était l’époque de Terry Gilliam, des frères Coen, de Bertrand Blier. ●●●



●●● J'ai toujours été sensible à une sensualité de la caméra. Le plan-séquence, c'était la meilleure manière de respecter l'unité de lieu et de temps. Je ne voulais pas que les gens sortent de cette putain d'entreprise de pompes funèbres, je voulais qu'ils s'affrontent jusqu'au bout ensemble. Et pour renforcer encore ce stabilo-bossage psychique, je voulais que la caméra les suive non-stop. La grosse performance, c'est de la part des acteurs, qui m'ont suivi dans ce délire. En refaisant les scènes dix ou vingt fois de suite, ils n'en pouvaient plus !

Les acteurs sont souvent meilleurs dans vos films que dans les films des autres. Cécile de France a dit que vous l'aviez* « réinitialisée » *avec* Second tour. *Sandrine Kiberlain aurait pu dire la même chose pour* Neuf mois ferme. *Comment faites-vous ?

Le casting est très important, je passe un temps fou à voir des acteurs. Je vois tous ceux que j'aime : « *Donnez-moi une heure de votre temps pour que je vous filme.* » Après, est-ce



qu'ils ont la note que je cherche pour le rôle ou pas ? Et puis, on a passé deux mois en répétition. C'est indispensable. Pour finir, on a joué le film cinq soirs de suite dans un petit théâtre de Montmartre, devant du public. Pour voir ce que valait le texte : est-ce que c'est drôle ou pas ? Ça m'a permis de recalculer mon coup par rapport à la direction d'acteur. Il fallait que les silences soient au bon moment, que les rires soient au bon moment. La caméra, c'est la conclusion de tout ce travail. Elle est arrivée sur les visages et tout ce qui, au théâtre, était distancié, vaudevillesque, est devenu émouvant. Ce qui n'empêche pas de faire et de refaire encore, parce qu'il y a des impératifs, mais moi je trouve ça agréable de travailler avec les acteurs. C'est pour ça que je n'ai pas de mal à le faire.

Vos personnages sont toujours des faibles, des exclus, des gens perdus, qui crient fort pour se faire entendre. Mais ça n'est jamais misérabiliste, c'est toujours tendre et poétique. Et surtout, très drôle. C'est la vie qui est une farce ou bien il faut en faire une farce pour la rendre supportable ?

Ça dépend du point de vue. Dans son *Éloge de la fuite*, Henri Laborit dit que la démarche d'un artiste, s'il est sincère, c'est de ne pas avoir peur de quitter le troupeau et de commenter ce qu'il ressent. Pas forcément pour critiquer, mais pour le raconter à sa façon. Dans ce film, j'ironise sur le processus sociétal du protocole funéraire. Dans le prochain, je parlerai de l'IA. Comment l'IA entre dans nos vies intimes. À travers une histoire d'amour : des gens qui s'aiment et qui n'arrivent plus à se le dire. Et, tout d'un coup, l'IA va être une solution. La vie est rigolote, elle est tragique, elle est un peu là où vous vous placez. Laborit le dit aussi : on croit qu'on est libre, mais on ne l'est pas. On est soumis à son subconscient, à sa formatation. Si on va à droite, c'est qu'on a décidé d'aller à droite ? On croit qu'on choisit ; en réalité, on ne choisit pas. Ce que confirme Einstein quand il dit : « *Bien sûr qu'on fait ce qu'on veut, mais on ne choisit pas ce qu'on veut.* » C'est une phrase magnifique. Une fois qu'on a compris ça, le mot qui vient juste après, c'est : tolérance.

L'horreur et la beauté se mélangent parfaitement dans vos films, comme si elles étaient inextricables. Ça date de vos études de médecine ?

Je ne sais pas. J'adore les peintures d'Egon Schiele, je trouve ça beau et horrible à la fois. Et pourtant, c'était un élève de Klimt, qui lui était dans la pure beauté. Voilà, je ne dis pas que l'horreur est belle, je ne dis pas que la beauté est horrible. Mais c'est vrai qu'il y a un mélange troublant.

Le personnage que vous incarnez est pianiste, c'était déjà le cas dans* Fauteuils d'orchestre, *de Danièle Thompson, où vous jouiez pour la première fois dans un film grand public. C'est ce qui vous avait donné envie d'accepter, m'aviez-vous dit à l'époque. C'est le piano qui vous fascine ou les pianistes ?

Ma mère avait fait le Conservatoire. Elle jouait très bien du piano. Moi, je n'y suis jamais arrivé. Je souffre, n'ayons pas peur des mots, d'un manque d'éducation musicale. Ma mère avait une pédagogie assez autoritaire. Quand elle décidait de vous apprendre le piano, ça ne rigolait pas. Dès qu'on a eu l'âge de lui dire « *Va te faire foutre, avec ton piano* », on est partis. Résultat des courses : je ne peux même plus lire le solfège. J'ai acheté un piano plus tard, mais je n'y suis pas arrivé. C'est un truc qui me manque. « *Sans la musique, la vie serait une erreur* », disait Nietzsche. C'est très juste. Ce que je voulais raconter avec le personnage de Fernand, c'est que c'est un gars qui pense qu'il est un raté. Sa vocation, c'est la musique, mais il n'a jamais osé en prendre conscience. Et là, grâce à la mort de maman, c'est son coming out. Car il s'agit d'un coming out. Du même genre que le mien, quand j'ai quitté mes études de médecine pour monter sur une scène de théâtre et faire le guignol. À la fois, j'ai honte parce que je suis en train de saboter ma vie sociale, les efforts de mon père et tout ça, mais en même temps, je ne peux pas nier le contraire, je me sens bien. Tout d'un coup, j'ai trouvé mon absurde. Le monde est absurde, je suis bien, je suis absurde, comme le monde ! J'ai crevé la dalle pendant des années, mais j'avais trouvé ma place. Le récit collectif de l'école nous détourne souvent de notre histoire personnelle. C'est pour ça que je n'aime pas la collectivité, elle vous détourne de vous-même. Elle ne vous apprend pas pourquoi vous êtes en colère, ni pourquoi vous êtes frustré. Elle vous apprend la norme.

Vous n'avez pas signé la tribune des 170 réalisateurs contre le budget 2027, qui risque, disent-ils, d'affaiblir la production cinématographique de 400 films en quatre ans. Pourquoi ? Toujours votre problème avec la collectivité ?

Non, je n'étais tout simplement pas au courant. Ça fait trente ans que je fais des films, trente ans que j'entends dire que le cinéma va mourir. Ça se précise, cela dit. On voit bien que le cinéma devient une plate-forme comme une autre. Alors que ça reste pour moi un lieu de piété. Pas de recueillement, de piété. On franchit une porte et un autre monde s'ouvre. C'est comme ça que j'ai vécu ma jeunesse, beaucoup plus dans le cinéma que dans la vraie vie. Alors, oui, c'est vrai, j'ai toujours eu peur pour le cinéma. Et, aujourd'hui, c'est un vrai problème. Par exemple, j'aimerais faire un biopic sur le photographe Robert Capa, un personnage extraordinaire, mais il faut beaucoup d'argent et les investisseurs disent qu'on ne connaît pas Capa. Quelle tristesse ! M

Il faut brûler maman, écrit, réalisé et interprété par Albert Dupontel, avec Louise Coldefy, Julia Piaton et Artus. Sortie en salles : le 11 novembre.

LA
GRANDE
GALERIE
FRANCOPHONE

Cinéma, peinture, émotions :
Sophie Marceau se livre à Ali Baddou. Dimanche, 17h.

TV5
MONDE

ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR

bouygues Canal 35 | CANAL+ Canal 98 | free Canal 27 | orange Canal 33 | SFR Canal 45

Et sur TV5MONDE+

© Christophe Lartigue / TV5MONDE

LE DOSSIER

SPÉCIAL

M!f expo
Le Salon du Made in France



"CAC 40 industriel"

LE PALMARÈS DU PATRIOTISME





Raphaël Helle / Signatures

À TROYES, CHEZ SOTRATEX, FRANCIS est conducteur d'une machine finition-rame depuis quarante ans. Elle est utilisée pour la fixation, le séchage et la finition des tissus. Ici, du tricot de coton rayé pour la maison Saint James.

Exclusif

Ceux qui produisent en France… et les autres

Notre classement du patriotisme économique signé "Marianne" a été réalisé à partir des documents officiels de 40 fleurons industriels français. Verdict : ils investissent massivement en dehors des frontières, où leurs effectifs ont augmenté de 600 000 salariés, contre 10 000 seulement dans l'Hexagone. Quelques groupes jouent tout de même la carte du made in France. *Par* ***Franck Dedieu***

La plupart des candidats à la présidentielle le répètent du haut de leur estrade ou dans les médias : les Français ne produisent pas assez. Normal, si les machines ne tournent pas et si le travail languit, alors les richesses s'évaporent. Avec elles, les emplois, les impôts, la redistribution… Seulement, pour s'atteler à la tâche et prendre sa place sur la grande chaîne de fabrication nationale, encore faut-il des investissements industriels sur le sol français, de lourds apports de capitaux en provenance de patrons confiants dans l'avenir de leur pays et des banquiers audacieux. Or ces bailleurs de fonds manquent cruellement à l'appel, comme le démontre la dernière édition de notre classement exclusif sur le patriotisme économique des principaux fleurons du pays (lire méthodologie p. 34). Deux chiffres saisissants le démontrent sans contredit possible : entre 2015 et 2025, les 40 plus grands groupes industriels ont augmenté de 1 % leurs effectifs en France et de 32 % à l'étranger. Soit + 9 700 salariés d'un côté pour occuper quelques nouvelles chaînes de production tricolores… contre + 601 000 de l'autre pour monter des villes-usines ailleurs. Des noms entrés dans la vie quotidienne des Français depuis belle lurette semblent hisser avec zèle la bannière de la world company. En particulier dans le secteur de l'automobile, jadis très pourvoyeur d'emplois. Ainsi, sur la décennie étudiée, le groupe Stellantis coupe l'équivalent de 40 000 postes en France, Michelin y réduit aussi la voilure (- 2 000 salariés) mais met le cap vers l'étranger (+ 19 000 collaborateurs). Quelques joyaux historiques de l'industrie française, comme Saint-Gobain, Schneider ou Alstom, n'hésitent pas à lever le camp dans leur pays d'origine. Lors d'une commission d'enquêtes sur les aides d'État versées aux entreprises, des parlementaires – en particulier le communiste Fabien Gay – ne manquèrent pas de souligner une certaine ingratitude des multinationales françaises. Et effectivement, la République vint au secours de Renault et de PSA (Peugeot-Citroën) en 2009 à la faveur de prêts géants (3 milliards pour chaque constructeur). Sans parler des soutiens divers et variés (primes à la conversion, bonus écologique…) et de quelques gracieusetés destinées à rendre l'offre compétitive (crédit impôt recherche, aides à l'emploi…). Entre 2018 et 2024, sur la foi de calculs de la Cour des comptes figurant dans un rapport datant d'avril, le soutien public à la filière automobile se monterait à environ 17,6 milliards d'euros.

Alors, heureusement, ce « CAC 40 industriel » ne se résume pas à un conglomérat d'entreprises sans attaches dans une mondialisation sans cadre. À la première place du podium patriotique, Rémy Cointreau augmente ses effectifs en France mais pas à l'étranger. TotalEnergies, médaillé d'argent, fait de même. Le trio des géants du luxe (Kering, LVMH, Hermès) embauche partout dans le monde mais chacun d'eux favorise la mère patrie, sans renoncer à publier de plantureux bénéfices. Un pied de nez à Karl Marx ? Les sacs en cuir hors de prix et les foulards en soie inaccessibles au commun des mortels réalisent l'alliance du capital et du travail, de la vente à l'étranger et de la fabrication française, du prestige mondial et des ateliers de sous-préfecture. Hermès inaugure ainsi des maroquineries à L'Isle-d'Espagnac, en Charente, et à Charleville-Mézières, dans les Ardennes.

Nomadisme économique

Mais, en dépit de quelques sursauts ici ou là et d'injonctions à produire français formulées par les élus, l'ambiance générale reste à l'attrition tricolore. Ces géants industriels emploient désormais en France 26 % de leurs effectifs totaux. Certains groupes réduisent même leur pays au rang de zone secondaire. La Société d'embouteillage de Bourgogne – pardon, SEB – emploie une armée de 10 000 salariés en Chine, contre un bataillon de 6 500 en France. Legrand – du nom d'un spécialiste de la porcelaine de Limoges – fait bosser plus de personnes aux États-Unis qu'en France. Mais la palme du nomadisme économique revient sans conteste à la société Capgemini, qui fait s'activer près de 188 000 Indiens, contre 35 000 Français. Des indications précieuses peuvent aussi faire surface dans les documents officiels déposés par ces groupes industriels auprès de l'Autorité des marchés financiers, le gendarme de la Bourse… à condition de s'y pencher armé d'une loupe. Les 40 fleurons y dévoilent la valorisation de leurs actifs (usines, matériels, brevets…) par grande zone géographique. Selon les comptages de *Marianne*, leurs biens sis en France comptent pour seulement 29 % du total. Ils pèsent par exemple à peine 9 % au sein de Danone, le géant de l'agroalimentaire, comparé par son ancien patron et fondateur, Antoine Riboud, à la cathédrale de Chartres. ●●●

Patriotisme économique



ALFRED COINTREAU fait partie de la 6e génération à la tête de l'entreprise familiale. Créée à Angers en 1849, elle est connue pour sa liqueur triple sec.

●●● Le nombre de filiales – également recensées dans les documents – en dit long sur le goût du large de ces *global companies*. Ainsi, 92 % de sociétés du géant pharmaceutique Sanofi se situent à l'étranger. Les plus chatouilleux à l'endroit de la souveraineté sanitaire apprécieront. Les plus réalistes répondront business, avec cet argument : comme leur activité réalisée en France s'amenuise, leurs usines, leurs actifs, leurs effectifs suivent la tendance. Recevable mais pas si simple. Certains de ces fleurons tricolores réduisent leurs effectifs dans l'Hexagone alors même que le chiffre d'affaires s'y maintient, voire augmente. Prototype : l'industriel du matériel électrique Schneider. Entre 2015 et 2025, en France, ses facturations grimpent de 31 % mais ses effectifs s'y rétractent de 24 %. Même bug chez Renault, dont les ventes dans l'Hexagone s'accroissent à l'inverse du nombre d'employés. Pas la peine de se creuser la tête pour résoudre cette énigme : la marque au losange fait produire ailleurs ses véhicules destinés à revenir en France pour y rouler. Ainsi de la Twingo made in Slovénie ou de la Clio construite en Turquie. Mais, autant le saluer, la tendance commence à s'inverser à la faveur des modèles électriques R5 et R4 faits dans le Nord, à Douai et à Maubeuge.

La compétitivité avant tout

Et pourquoi, alors, ne pas décréter que, désormais, tous les nouveaux produits – des bagnoles aux ampoules électriques, des médicaments aux matériels ferroviaires – seront fabriqués sur le sol français ? Évidemment, ne pas rapatrier les usines – trop compliqué ! – mais réaliser les investissements actuels et futurs ici et nulle part ailleurs. Les patrons desdites sociétés risquent de ne pas suivre cette belle idée. Non par absence de patriotisme. Le temps où Carlos Ghosn, l'ancien boss de Renault aujourd'hui en fuite au Liban, se disait citoyen du monde et voyait dans ses projets aux quatre coins du globe la preuve de son universalisme semble bel et bien révolu. Les patrons du CAC 40 ne haussent plus les épaules à l'évocation du mot « patriotisme » – cet « amour-propre social », pour reprendre la jolie formule du sociologue Émile Durkheim. Simplement, ils se voient assigner par leurs actionnaires une tâche moins noble, plus comptable : délivrer le maximum de profit. Leur esprit se fixe alors seulement sur la rentabilité. La décision de Stellantis, en 2023, de produire la Peugeot 208 électrique en Slovénie puis en Espagne, au détriment des chaînes de fabrication françaises, se fondait uniquement sur des considérations de compétitivité. Les groupes en queue du classement appartiennent d'ailleurs le plus souvent à des secteurs industriels où la loi du prix de revient le plus bas possible s'applique implacablement et incite les managers à diriger leurs investissements en zone à bas coût. Même si les écarts de salaire entre l'Asie et l'Europe s'amenuisent au fil du temps, ils restent encore colossaux. Au sein du groupe SEB, les effectifs sont trois fois moins coûteux en Asie qu'en Europe. Emmanuel Macron, avec sa politique de l'offre engagée depuis 2014, d'abord à Bercy puis à l'Élysée, peut multiplier les gestes à l'endroit des patrons, rien n'y fait vraiment. Les allégements de cotisations patronales, la baisse de l'impôt sur les sociétés ou encore les aides publiques massives peuvent effectivement faire réfléchir un patron avant qu'il ne plante son enseigne à l'autre bout de la planète, mais, soumis à tous les vents de la concurrence, sa préférence pour le bas coût l'emporte. Une sorte de double pression s'exerce sur lui, et plus généralement sur le made in France. L'une vient des États-Unis : les droits de douane imposés par Trump incitent ces fleurons français à produire directement chez l'Oncle Sam, et non au pays de Colbert. Or quelque 43 milliards d'euros de marchandises françaises (hors boissons et matériels militaires) traversent encore l'Atlantique aujourd'hui. L'autre résulte de la politique commerciale de l'Union européenne : soucieuse de répondre au protectionnisme américain, Bruxelles multiplie depuis deux ans les accords et les projets de libre-échange (Mercosur, Mexique, Inde, Malaisie, Indonésie…) et entretient ainsi, à plus grande échelle encore, cette course au moins-disant social et tarifaire si délétère pour le made in France. M

Bruxelles entretient cette course au moins-disant social et tarifaire.

Méthodologie du classement

Ce palmarès du patriotisme économique porte sur les 40 plus importants groupes industriels français cotés en Bourse.
Il repose sur cinq critères, établis à partir d'informations publiées dans les rapports financiers de ces multinationales ou obtenues dans la presse. Chacun de ces critères mesure l'importance de la France dans les stratégies de développement de ces sociétés entre 2015 et 2025 : **1)** la part des effectifs français aujourd'hui ; **2)** l'évolution de la part des effectifs en France en dix ans ; **3)** la comparaison entre l'évolution des effectifs en France par rapport au chiffre d'affaires réalisé en France ; **4)** l'évolution de la part des actifs (bâtiments, usines, marques, brevets…) situés en France ; et enfin **5)** l'évolution de la part des filiales de l'entreprise situées en France entre 2015 et 2025. Chacun des critères pèse le même poids à l'exception du premier, le plus important (part des effectifs français aujourd'hui), doublement pondéré.

Josselin Clair / "Le Courrier de l'Ouest" / MaxPPP

PALMARÈS DES 40 FLEURONS INDUSTRIELS FRANÇAIS

En dix ans, 9 700 emplois supplémentaires en France… contre 601 000 à l'étranger.

Tableau et calculs réalisés par **Franck Dedieu**

RANG	Société *Secteur*	Effectifs France 2025	Part effectifs France 2025	Évolution effectifs France 2015-2025 [1]	Évolution effectifs à l'étranger 2015-2025	Part chiffre d'affaires France 2025	Les effectifs français ont-ils décroché par rapport au chiffre d'affaires réalisé en France ? [2]	Évolution de la part des actifs situés en France (2015-2025) [3]	Évolution de la part des filiales situées en France (2015-2025)
1	**Rémy Cointreau** *Boissons*	**778**	42 %	+ 73 **(+ 10 %)**	- 25 **(- 2 %)**	2 %	Non, pas du tout	↑	↑↑↑
2	**TotalEnergies** *Pétrole*	**35 424**	35 %	+ 5 205 **(+ 17 %)**	+ 289 **(+ 0 %)**	23 %	Plutôt non	↑↑	↑↑
3	**Kering** *Luxe*	**4 731**	10 %	+ 2 250 **(+ 91 %)**	+ 4 794 **(+ 13 %)**	6 %	Non, pas du tout	↓	↑↑
4	**Dassault Aviation** *Aéronautique*	**11 538**	78 %	+ 2 059 **(+ 22 %)**	+ 627 **(+ 23 %)**	23 %	Oui, beaucoup	↑↑↑	↑↑↑
5	**Vicat** *Construction*	**3 560**	35 %	+ 1 098 **(+ 45 %)**	+ 1 168 **(+ 21 %)**	31 %	Plutôt oui	↑	↓
6	**SEB** *Électroménager*	**6 499**	20 %	+ 745 **(+ 13 %)**	+ 5 560 **(+ 28 %)**	*48 %	Oui, beaucoup	↑	↑↑
7	**STMicroelectronics** *Semi-conducteurs*	**12 509**	25 %	+ 2 622 **(+ 27 %)**	+ 3 352 **(+ 10 %)**	1 %	Non, pas du tout	↓↓	↑
8	**Arkema** *Chimie*	**7 058**	34 %	- 208 **(- 3 %)**	+ 2 106 **(+ 18 %)**	7 %	Plutôt non	↑↑	↓
9	**Safran** *Aéronautique*	**56 900**	51 %	+ 15 312 **(+ 37 %)**	+ 25 379 **(+ 89 %)**	19 %	Plutôt oui	↑↑	↓
10	**Airbus** *Aéronautique*	**55 634**	35 %	+ 4 824 **(+ 9 %)**	+ 15 523 **(+ 18 %)**	*41%	Oui, beaucoup	=	↑↑
11	**Exail** *Robotique défense*	**2 072**	92 %	+ 681 **(+ 49 %)**	+ 19 **(+ 12 %)**	21 %	Non, pas du tout	↓↓↓	↓↓↓
12	**L'Oréal** *Cosmétiques*	**17 582**	18 %	+ 5 582 **(+ 47 %)**	+ 17 023 **(+ 27 %)**	7 %	Non, pas du tout	=	↓↓
13	**Engie** *Énergie*	**44 185**	48 %	- 29 766 **(- 40 %)**	- 33 980 **(- 42 %)**	40 %	Oui, beaucoup	↓↓	↑
14	**Hermès** *Luxe*	**16 306**	62 %	+ 8 845 **(+ 119 %)**	+ 5 405 **(+ 113 %)**	10 %	Plutôt oui	↓↓↓	↓
15	**LVMH** *Luxe*	**40 357**	19 %	+ 17 207 **(+ 74 %)**	+ 68 999 **(+ 68 %)**	8 %	Plutôt oui	↓	↑↑
16	**Sanofi** *Pharmaceutique*	**18 773**	25 %	- 8 658 **(- 32 %)**	- 32 127 **(- 36 %)**	4 %	Plutôt non	↓	↓
17	**Danone** *Alimentaire*	**9 175**	10 %	+ 195 **(+ 2 %)**	- 11 306 **(- 12 %)**	8 %	Plutôt non	↓	↓
18	**Saint-Gobain** *Matériaux de construction*	**35 451**	22 %	- 6 963 **(- 16 %)**	- 1 721 **(- 1 %)**	17 %	Plutôt non	↓	↓
19	**Legrand** *Matériel électrique*	**5 352**	15 %	- 348 **(- 6 %)**	- 795 **(- 3 %)**	12 %	Oui, beaucoup	=	=
20	**Renault** *Automobile*	**38 230**	38 %	- 7 349 **(- 16 %)**	- 12 246 **(- 16 %)**	28 %	Oui, beaucoup	↓↓	↑↑
21	**Virbac** *Santé animale*	**1 618**	27 %	+ 226 **(+ 16 %)**	+ 965 **(+ 28 %)**	*42 %	Oui, beaucoup	↑↑↑	↓
22	**Thales** *Défense*	**42 239**	50 %	+ 8 784 **(+ 26 %)**	+ 13 980 **(+ 49 %)**	28 %	Oui, beaucoup	↑	↓↓
23	**Eutelsat** *Communications par satellite*	**612**	37 %	+ 47 **(+ 8 %)**	+ 667 **(+ 185 %)**	7 %	Non, pas du tout	↓	↓↓
24	**Capgemini** *Numérique*	**35 249**	10 %	+ 11 367 **(+ 48 %)**	+ 163 183 **(+ 104 %)**	19 %	Oui, beaucoup	↑↑	↓
25	**Pernod-Ricard** *Boissons*	**2 981**	16 %	+ 224 **(+ 8 %)**	- 421 **(- 3 %)**	6 %	Plutôt oui	↓↓	↓↓
26	**Air Liquide** *Gaz industriels*	**11 346**	17 %	+ 346 **(+ 3 %)**	+ 14 572 **(+ 37 %)**	12 %	Oui, beaucoup	↓	↓↓
27	**Spie** *Ingénierie électrique*	**18 843**	34 %	- 203 **(- 1 %)**	+ 17 575 **(+ 94 %)**	35 %	Oui, beaucoup	↑↑↑	↓↓↓
28	**Michelin** *Pneumatiques*	**20 872**	17 %	- 2 128 **(- 9 %)**	+ 18 914 **(+ 23 %)**	10 %	Oui, beaucoup	↓	↓
29	**BioMérieux** *Pharmarcie*	**4 490**	29 %	+ 834 **(+ 23 %)**	+ 5 017 **(+ 88 %)**	6 %	Plutôt non	↓↓	↓↓
30	**Bouygues** *Construction*	**88 586**	46 %	+ 21 150 **(+ 31 %)**	+ 50 754 **(+ 96 %)**	50 %	Plutôt oui	↓↓	↓↓↓
31	**Schneider Electric** *Matériel électrique*	**15 244**	10 %	- 4 706 **(- 24 %)**	- 16 811 **(- 10 %)**	6 %	Oui, beaucoup	↑	↓↓
32	**Alstom** *Matériel de transport*	**13 716**	16 %	- 4 353 **(- 24 %)**	- 2 610 **(- 3 %)**	17 %	Oui, beaucoup	↓↓	↑
33	**Eiffage** *Construction*	**55 348**	65 %	+ 4 494 **(+ 9 %)**	+ 16 211 **(+ 118 %**	68 %	Oui, beaucoup	↓↓	↓↓↓
34	**Vallourec** *Métallurgie*	**1 110**	9 %	- 3 840 **(- 78 %)**	- 4 855 **(- 30 %)**	*4 %	Plutôt non	↓	↓↓
35	**Dassault Systèmes** *Numérique*	**5 911**	24 %	+ 2 142 **(+ 57 %)**	+ 11 433 **(+ 149 %)**	16 %	Oui, beaucoup	↓↓↓	=
36	**Trigano** *Camping-cars*	**4 812**	44 %	+ 2 476 **(+ 106 %)**	+ 3 983 **(+ 182 %)**	11 %	Oui, beaucoup	↓↓↓	↓↓↓
37	**Valeo** *Équipement automobile*	**9 337**	9 %	- 4 714 **(- 34 %)**	+ 22 130 **(+ 32 %)**	15 %	Oui, beaucoup	↓	↓↓
38	**OPmobility** *Équipement automobile*	**2 846**	10 %	- 2 687 **(- 49 %)**	+ 10 566 **(+ 72 %)**	5 %	Plutôt oui	↓	↓↓
39	**Vinci** *Construction*	**107 753**	37 %	+ 6 801 **(+ 7 %)**	+ 101 692 **(+ 121 %)**	41 %	Oui, beaucoup	↓↓↓	↓↓↓
40	**Stellantis** *Automobile*	**38 405**	15 %	- 39 969 **(- 51 %)**	+ 116 480 **(+ 112 %)**	10 %	Oui, beaucoup	↓↓↓	↓
	TOTAL	**903 432**	26 %	+ 9 697 **(+ 1 %)**	+ 601 469 **(+32 %)**	22 %	**Plutôt oui**	↓	↑

↑↑↑ Forte augmentation - ↑↑ Augmentation moyenne - ↑ Légère augmentation - = Stable - ↓↓↓ Forte baisse - ↓↓ Baisse moyenne - ↓ Légère baisse — * Part du chiffre d'affaires européen en 2025.

(1) Évolution des effectifs par rapport à 2013 pour L'Oréal, à 2014 pour Kering et Airbus. Effectif France de 2015 publié dans *l'Usine nouvelle* (février 2016) pour Michelin **(2)** Exemple : de 2015 à 2025, la part des effectifs de L'Oréal situés en France a davantage progressé que la part de son chiffre d'affaires réalisé en France. Comparatif entre le chiffre d'affaires européen – et non strictement français – et le chiffre d'affaires total pour Kering, SEB, Airbus, Virbac, Pernod-Ricard et Dassault Systèmes. Chiffre d'affaires économique non consolidé pour OPmobility. **(3)** Comparatif entre les actifs européens – et non strictement français – pour Rémy Cointreau, Kering, SEB, L'Oréal, Legrand, Virbac, Pernod-Ricard, BioMérieux et Dassault Systèmes. La variation des actifs correspond à celle des capitaux engagés ou des investissments pour Engie, Vinci, Pernod-Ricard, Arkema, Legrand et LVMH. La variation des actifs correspond à celle du chiffre d'affaires pour Bouygues, Exail, Eutelsat et Kering. Les actifs de 2025 sont comparés à ceux de 2017 et non de 2015 pour Capgemini, à ceux de 2021 et non de 2015 pour Eutelsat, à ceux de 2020 et non de 2025 pour Stellantis (N.B : y compris Faurecia pour 2015). Actifs hors inter-groupe pour SEB.

Source : *Marianne* à partir des Documents d'enregistrement universel déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers.



C'est coton !

Ils retissent le made in France

Ni Chine ni Pakistan : une poignée de fabricants textiles continuent de produire sur le sol national. Pas facile. Comment font-ils ? Une dose d'engagement, un zeste de créativité, une louche de folie aussi.

Par ***Marine Landau***

Pour comprendre ces irréductibles – ou inconscients ? – Gaulois, il faut partir d'un chiffre. Triste comme un jour sans pain : 29 vêtements vendus en France sur 30 sortent d'usines étrangères, selon les chiffres de l'Institut français de la mode (IFM). Délocalisation vers les pays à bas coût, concurrence de la fast fashion, renouvellement effréné des collections malmènent depuis longtemps la production française, réputée pour sa qualité. Et pourtant, eux, ils y croient, résistants du tissu made in France, dépositaires d'un héritage familial, désireux de perpétuer une tradition locale ou amoureux de la mode.

Ils y croient et… ils y arrivent. Comment ? D'abord, miser sur la qualité. Première réponse des entrepreneurs du textile made in France. On ne transige pas avec le tissu, ou plutôt le tricot, comme l'indique Nicolas Thébaud, responsable marque et communication de Maison Lemahieu, bonneterie du nord de la France. « *La première étape, dans la confection d'un produit, c'est le tricotage. Et c'est vraiment un art. Ce qui fait la qualité d'un produit, c'est son tricot. S'il est de mauvaise qualité, la durée de vie de votre produit sera plus limitée.* » En plus de cet art, né en 1947 dans le sous-sol de la maison familiale de Lambersart (Nord), tout est fait en interne. Une façon d'être garant de la qualité. « *Sur notre site de Saint-André-lez-Lille, on retrouve le bureau de création, le tricotage, la coupe, la confection et la plate-forme logistique.* » Et la marque vend essentiellement par le biais de son magasin d'usine et de son site internet.

Supprimer les intermédiaires du circuit de distribution pour comprimer les coûts, c'est aussi le parti pris de Flair, jeune marque de bodys très féminins née à Troyes il y a neuf ans. « *On a parié au départ sur du 100 % digital, sans réseau de distribution et en montant une structure d'entreprise souple et légère. Cela permet de conserver nos marges et de proposer un prix encore abordable. Car, même pour du made in France, il y a un prix psychologique à ne pas dépasser* », relève Clémence Wurtz, co-fondatrice de la marque.

S'approvisionner intelligemment

Ensuite, ne pas se perdre dans de la fantaisie inutile. Il faut se limiter à ce que l'on sait faire, et le faire très bien. Chez Flair, la « signature seconde peau ». Chez Maison Lemahieu, la maille près du corps, déclinée en essentiels de la garde-robe : sous-vêtements, bodys, tee-shirts. Chez 1083, l'un des rares « jeanners » français, on propose du jean, en pantalon, robe ou veste, dans la fabrique située à Romans-sur-Isère (Drôme). L'ambition ? Faire revivre l'esprit denim, étymologiquement « de Nîmes », 1083 étant « *la distance en kilomètres entre les deux points les plus éloignés de France métropolitaine, Menton, au sud-est, et Porspoder, dans le Finistère* ». Soit « *l'assurance que votre jean aura été confectionné dans un périmètre inférieur à celui-ci* », complète Thomas Huriez, fondateur de la marque.

Quand on sait qu'un jean standard peut parcourir 50 000 km depuis le champ de coton jusqu'à son acheteur, c'est un argument qui peut faire mouche. Et chez 1083, on ne plaisante pas avec le made in France, qui, bien plus qu'un argument de vente, porte en germe l'ambition de rebâtir une filière textile à la française. Ce qui n'est pas une sinécure quand on liste toutes les étapes nécessaires à la confection d'un vêtement. ●●●



Alexis Christiaen (PIB) / "La Voix du Nord" / MaxPPP

LA MAISON LEMAHIEU diversifie ses débouchés pour survivre dans le textile en fabriquant des boxers offerts pour Movember et des culottes menstruelles vendues en pharmacie.

Le salon du MADE !N FRANCE



12 AU 15 NOV.

PARIS • PTE DE VERSAILLES

SALON GRAND PUBLIC | **+ 1 000 EXPOSANTS**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE · CMA Chambres des Métiers et de l'Artisanat · Marianne · RMC

M!F expo

INSCRIPTION SUR WWW.MIFEXPO.FR

Patriotisme économique



CIRCUIT COURT. En s'associant à Tissage de France, l'entreprise 1083 produit la majorité de ses jeans en coton biologique et lin français dans un atelier de confection situé dans les Vosges.

Après l'approvisionnement, hors de France car le coton ne pousse pas sur le territoire, le jeanner tricolore réalise dans l'Hexagone mais aussi en Italie la filature ou transformation des fibres en fil. Ensuite vient l'étape de la teinture, effectuée de l'autre côté des Alpes lorsqu'elle demande un délavage, ce qui est souvent le cas pour le jean. Puis suivent le tissage, l'ennoblissement, la découpe et la confection, réalisés intégralement sur le territoire français, que ce soit en interne ou par des partenaires sous-traitants. Une logique d'intégration qui a même conduit 1083 à reprendre avec d'autres associés son partenaire, Tissage de France. « *Avec cette étape, on a développé des ateliers, on a associé deux tissages*, poursuit Thomas Huriez. *On est devenus industriel, pas seulement une marque de mode.* » Les établissements Tissage de France produisent aussi des textiles pour des stands d'exposition. Car, pour survivre dans le domaine du textile, il faut souvent diversifier ses débouchés, viser les consommateurs comme les entreprises. Ainsi, Maison Lemahieu produit également des culottes menstruelles vendues en pharmacie et du textile en marque blanche pour des grandes enseignes de distribution.

Absence de volontarisme de l'État

Reste un obstacle de taille, en amont : pour confectionner, coudre, assembler, couper, il faut… des bras. Selon l'Ademe, 300 000 emplois ont été détruits dans l'industrie textile française en trente ans. Même dans les bassins industriels historiques, comme le Nord, ou à Troyes (Aube), berceau de Petit Bateau et de Lacoste, les savoir-faire se sont perdus. « *Il doit rester trois ateliers de confection, deux tricoteurs*, déplore Clémence Wurtz. *On a un atelier qui dépend beaucoup de nous, on aimerait le perpétuer, mais même nos ateliers nous disent qu'ils peinent à recruter…* » Des difficultés auxquelles fait également face Nicolas Thébaud de Maison Lemahieu. « *Pour absorber le volume de la demande, il nous manque 30 postes en confection. Trente ! Coudre en atelier, ce n'est pas la même chose que chez soi, depuis sa machine ; c'est aussi se plier au rythme de l'usine. On a noué un partenariat avec France Travail pour proposer des immersions en usine mais cela reste très chronophage et ne garantit pas de trouver les bons profils.* »

Chez Le Minor, marque de vêtements bretonne offrant marinières et mailles résistantes par gros temps et ayant longtemps habillé la Marine nationale, confectionner local relève de la gageure. « *Vous pouvez mettre une annonce de recrutement sur Indeed, vous ne trouverez pas de couturière dans la région*, regrette Sylvain Flet, son directeur général. *Il n'y a plus de formation délivrée par l'État de couturier ou de technicien tricot. Il nous faut les assurer nous-mêmes, par exemple en faisant revenir des couturières retraitées.* »

Le petit monde du textile made in France l'assure : le problème de fond, c'est l'absence de volontarisme de l'État en matière de politique industrielle. Même s'ils reconnaissent toucher des aides et des subventions, l'élan national manque. « *On a perdu la culture industrielle en France*, déplore Thomas Huriez, le fondateur de 1083. *Quand vous perdez votre patrimoine industriel, le goût de l'effort et l'envie d'acheter français, vous peinez à recruter aussi bien des collaborateurs que des clients.* » Car c'est toujours là que le bât blesse. Les consommateurs français veulent-ils acheter français ? Et si oui, à quel prix?

Question simple. Réponse très compliquée. « *Je ne crois pas au made in France pas cher*, tranche Sylvain Flet. *Proposer ce prix* [autour de 200 €] *pour un pull crée forcément une segmentation client. Il y aurait de la pédagogie à faire. Le problème, c'est que ça fait quarante ans que le discours général est que s'acheter des vêtements ne coûte pas cher et qu'on peut renouveler sa garde-robe chaque saison. Toutefois, un prix élevé ne tient que lorsqu'il est associé à des produits de qualité avec une forte désirabilité.* » D'où la stratégie Le Minor de miser sur des modèles intemporels et des variantes saisonnières. Pour Thomas Huriez, le prix n'est pas un frein valable. « *En France, il se vend 67 millions de pièces de jean chaque année. Parmi elles, il y a de la fast fashion, mais aussi 15 à 20 millions de pièces qui sont vendues à plus de 90 ou 100 €. Il n'est donc pas illusoire d'imaginer que ceux qui achètent des jeans premium puissent se tourner vers du made in France.* »

Difficile, pourtant, d'ignorer complètement la question du prix. Les ventes de vêtements ont plongé de 15 % au mois de septembre par rapport à 2025, selon les chiffres de l'IFM. Cela est dû à une saison exceptionnellement chaude, mais aussi au porte-monnaie toujours plus contraint des Français. Pour maintenir des prix abordables, certains ont revu leur modèle. Comme Le Slip français, qui a choisi de produire à plus grande échelle pour baisser son coût de production. Maison Lemahieu s'est aussi aventuré prudemment dans cette voie. « *Nous avons lancé des prix engagés. Pour 14 produits, on a misé sur le volume. Cela nous permet des gains de productivité importants, que l'on s'efforce de restituer au client en baissant le prix. Une façon de remercier nos clients d'en avoir fait un succès.* »

Beaucoup d'efforts, de sueurs et de risques pris. Mais toujours ce chiffre décourageant : le made in France représente un vêtement sur 30. Pour les optimistes, il dessine une marge de progression considérable. À condition que les clients suivent et que l'État, qui a redécouvert l'importance de la souveraineté industrielle pendant le Covid, s'en mêle pour de bon. M

“On a perdu la culture industrielle en France.” **THOMAS HURIEZ** Fondateur de 1083

Alexandre Marchi / PhotoPQR / “L'Est Républicain” / MaxPPP

À quelques mois des présidentielles,

Abonnez-vous à Marianne



1 AN - 52 N° (1)

125 € SEULEMENT

AU LIEU DE ~~202,80€~~ (2)

INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT
version numérique du magazine, accès à l'intégralité des contenus du site marianne.net en illimité et sans publicité, newsletters exclusives.

Retrouvez plus d'offres sur
abo.marianne.net
Accès direct en flashant ce QR code

Satisfait ou **remboursé** des n° pas encore reçus

Livraison gratuite à domicile

Économie par rapport au prix de vente en kiosque

Service client **01 86 57 08 54**

Bulletin d'abonnement à renvoyer par courrier avec votre règlement

MR584

✓ **OUI, je m'abonne à Marianne,** et je choisis mon offre :

Je recevrai le magazine papier
+ la version numérique en avant-première
+ l'accès gratuit au site **marianne.net**

☐ **1 AN - 52 N°** (1)
pour **125€** seulement
au lieu de ~~202,80€~~ (2)
soit **38% de réduction**

☐ **6 MOIS - 26 N°**
pour **65€** seulement
au lieu de ~~101,40€~~ (2)
soit **36% de réduction**

Bulletin à retourner avec votre règlement
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MARIANNE
sous enveloppe affranchie à :
Marianne - 45 Avenue du Général Leclerc - 60643 CHANTILLY CEDEX

Si vous souhaitez régler par **CB** ou **PRÉLÈVEMENT**, **abonnez-vous sur abo.marianne.net** ou scannez ce QR code

PAIEMENT SÉCURISÉ & SIMPLIFIÉ

Mes coordonnées :

* ☐ Mme ☐ M. Date de naissance J J M M A A A A

Nom* :

Prénom* :

N°/Voie* :

Cplt adresse :

Code Postal* : Ville* :

N° Tél. : * Champs obligatoires

J'indique mon email pour accéder à tous les services de mon abonnement :

▶ Mon e-mail :

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Marianne par courrier électronique. ☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires de Marianne par courrier électronique.

(1) 50 n° + 1 n° double 4,90€. (2) Prix kiosque : 3,90€. Offre valable 2 mois réservée aux abonnés de France Métro. Après enregistrement du règlement, réception du 1er n° sous 4 semaines max. L'envoi du bon vaut acceptation des CGV accessibles sur abo.marianne.net. Abonnement résiliable à tout moment (n° non reçus remboursés). Si litige, vous pouvez saisir le médiateur : SAS Médiation Solutions, 222 ch. de la Bergerie 01800 St Jean de Niost. Droit de rétractation de 14 jours après réception du 1er n° sur abo.marianne.net/cgv.html. Retour des n° déjà reçus à vos frais. Vos données personnelles sont destinées à la société CMI France, responsable de traitement & ses prestataires techniques afin de gérer votre abonnement et si vous y consentez à ses partenaires commerciaux, à des fins de prospection. Pour exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation et portabilité de vos données, et en cas de décès ou vous opposer à la prospection commerciale écrire à CMI France 92 av. de France 75013 Paris ou à dpo@cmimedia.fr. Consultez la Charte données personnelles (abo.marianne.net). Votre adresse postale pourra être transmise à des partenaires sauf opposition en cochant ici ☐.

Editeur CMI France RCS Paris 324286319

Eurêka !

Six idées pour (enfin) stimuler

Trois candidats à la présidentielle, un syndicaliste, un associatif et un porte-parole des patrons de PME. Chacun d'eux avance une proposition pour (re)faire tourner les usines sur l'ensemble des territoires.

Propos recueillis par ***Franck Dedieu, Laurence Dequay, Louis Nadau et Édouard Roux***

Raphaël Glucksmann, candidat PS et Place publique à la présidentielle

"Appliquer la préférence européenne avec l'argent public"



Nous défendons le Buy European Act depuis 2019. Aujourd'hui, un maire, un hôpital ou une administration qui veut choisir nos producteurs doit souvent braver le risque d'un recours. Demain, nous en ferons une règle dans les secteurs stratégiques : une offre réalisant au moins 50 à 60 % de sa valeur ajoutée, de sa production ou de ses emplois en Europe sera bonifiée de 10 à 20 % dans la notation. Dans les industries couvertes par l'Accélérateur industriel, un acheteur public ne pourra écarter l'offre européenne que si elle coûte plus de 40 % de plus, et 90 % des aides destinées aux industries énergivores devront suivre la même logique.

Nous appliquerons cette préférence aux secteurs qui conditionnent notre indépendance : acier, ciment, aluminium, véhicule électrique et batteries, énergies renouvelables, défense. Et nous empêcherons les contournements : assembler en Europe des composants importés ne suffira pas pour bénéficier de l'argent public. Enfin, la préférence doit aller avec la réciprocité : les pays partenaires ne seront traités comme européens que s'ils ouvrent réellement leurs marchés à nos entreprises et respectent nos règles sociales et climatiques. L'Europe est ici un levier pour la France, qui, seule, ne peut imposer ses règles à la Chine ou aux États-Unis. À l'échelle de 450 millions d'Européens, elle le peut. Notre principe est simple : quand l'argent public français dépense, il doit d'abord produire, investir et créer des emplois chez nous. M

Amir Reza-Tofighi, président des Entrepreneurs

"Imposer à nos importations les exigences auxquelles les producteurs français se plient"



Pour réindustrialiser la France, mettons fin à la concurrence déloyale et cessons de faire de notre pays une simple zone de libre-échange, indulgente envers les autres et dure avec elle-même. Protégeons nos entreprises, soumises à des normes européennes toujours plus exigeantes, face à des produits importés qui ne les respectent pas. Et quand ce n'est pas Bruxelles, c'est Paris : nos agriculteurs se voient interdire des produits phytosanitaires que leurs voisins européens utilisent, et leurs productions se retrouvent ensuite en concurrence sur le même marché ! Ce deux poids, deux mesures s'observe également dans les contrôles : l'administration les intensifie envers nos entreprises, sans vérifier sérieusement ce qui arrive de l'étranger. En 2022, une opération douanière ciblée sur des petits colis importés de Chine a révélé que 96 % des produits contrôlés étaient contrefaits ou non conformes. Et pourtant, à l'échelle européenne, moins de un produit importé sur 10 000 est contrôlé ! On ne peut pas exiger à la fois des normes strictes et des prix bas : à ce jeu, on importe ce qui devient trop cher à produire chez nous et l'on pousse nos PME à la faillite.

Nous défendons une règle simple : un produit importé doit respecter les mêmes exigences de production que celles qui sont imposées à un producteur français. C'est le principe des clauses miroirs. Contrôlons nos frontières commerciales et cessons de nous saborder nous-mêmes : la France doit protéger ceux qui produisent sur son sol ! M

Gilles Attaf, président d'Origine France Garantie

"Réduire la TVA pour les produits faits en France"



Nous demandons à nos industriels de produire en France, de préserver les emplois, de former des salariés, de respecter des normes exigeantes et de contribuer à notre souveraineté. Mais au moment de passer à la caisse, nous oublions de reconnaître ces efforts. Il est temps de changer de logique. Je propose d'engager une réforme européenne de la TVA pour permettre une fiscalité plus favorable aux produits dont la fabrication répond à des exigences vérifiables de production locale.

Pourquoi la fiscalité encouragerait-elle certains comportements sans jamais valoriser directement l'acte de produire sur notre territoire ? Une TVA à 10 % plutôt qu'à 20 % représenterait un signal puissant pour les consommateurs, à condition que cette baisse soit répercutée sur les prix. Elle contribuerait à réduire l'écart avec les produits importés et à soutenir nos usines.

Cette ambition suppose de faire évoluer les règles européennes, qui ne permettent pas aujourd'hui de privilégier fiscalement un produit sur sa seule origine nationale. C'est précisément un combat politique à mener. Encore faut-il garantir la réalité de la fabrication. C'est tout le sens d'une certification indépendante comme Origine France Garantie. Réindustrialiser ne consiste pas seulement à construire des usines. C'est aussi donner aux Français les moyens d'acheter ce qu'ils produisent. M

Julien Mattia / Le Pictorium / MaxPPP – Vincent Isore / IP3 – Olivier Arandel / LP / MaxPPP

le made in France



Natacha Polony, candidate à l'élection présidentielle

"Donner la priorité à la production française dans la commande publique"



Une véritable politique de production qui ne relève pas du slogan doit reposer sur une première mesure : la priorité à la production française dans la commande publique pour que l'argent des contribuables soit réinjecté dans l'économie. Évidemment, s'il n'existe pas de production française répondant aux besoins, la priorité doit aller à une entreprise européenne. Mais une simple préférence européenne ne suffira pas, d'abord parce qu'elle est vidée de sa substance par une Commission qui veut en faire bénéficier les pays avec lesquels nous avons des traités de libre-échange, mais surtout parce que la France est en déficit commercial vis-à-vis de ses voisins européens. Tout cela passera par un rapport de force, mais nos voisins n'ont aucun intérêt à voir la France continuer à s'affaiblir. Cette mesure est bien sûr un des éléments d'une politique globale qui doit passer par la définition des filières prioritaires, relevant des enjeux vitaux de la nation, et pour lesquelles il faut mettre en place une véritable planification, par un fléchage de l'épargne vers l'économie française, par une politique d'orientation permettant de former suffisamment de techniciens et d'ingénieurs, par un travail sur les normes, en particulier des dérogations à la loi ZAN pour l'implantation de sites industriels, et par une politique d'intelligence économique et de préemption du patrimoine immatériel des entreprises – leurs brevets et technologies critiques. Mais tout cela ne sera possible qu'en faisant en sorte que les 8 % du PIB consacrés à la commande publique irriguent l'économie française. M

Bruno Retailleau, candidat LR à la présidentielle

"Baisser le prix de l'énergie pour l'industrie"



Depuis quarante ans, la France s'est désindustrialisée plus vite que ses voisins : l'industrie manufacturière est tombée de 20 % du PIB en 1970 à moins de 10 % aujourd'hui, et près de 1 million d'emplois ont disparu. Ce n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques qui ont préféré la dépense publique et la norme à la production. Ma mesure clé, c'est le prix de l'électricité. La France possède le parc nucléaire le plus compétitif du monde : le régulateur évalue son coût complet à 60 € le mégawattheure. Pourtant, nos usines paient leur courant au prix volatil des marchés européens. L'industrie paiera son électricité ce qu'elle coûte réellement à produire chez nous : des contrats de quinze ans avec EDF garantiront aux grands industriels un prix indexé sur le coût réel du parc, et nous cesserons de subventionner des énergies intermittentes qui renchérissent le réseau. Objectif : 10 % de baisse pour l'industrie. Elle s'inscrira dans un choc de compétitivité : 30 milliards d'euros de charges sociales et 15 milliards d'impôts de production en moins ; la suppression, dès le lendemain de l'élection, des 100 règles qui paralysent le plus nos entreprises ; un Code du travail refondé sur 50 principes, et tout le reste négocié dans l'entreprise ; la transmission familiale des entreprises exonérée tant que les actifs ne sont pas vendus ; l'apprentissage confié aux régions, dès 14 ans. Produire ou subir : la France doit choisir. M

Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière

"Imposer d'exploiter en France des brevets déposés en France"



Souveraineté économique et souveraineté industrielle vont de paire. Si ArcelorMittal ne peut pas avoir accès à une ligne d'alimentation électrique de 500 000 volts sur les sites de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, il cessera de produire de l'acier en France. De même, si nous n'avons plus de chimie, de métallurgie de base, l'imposition de taxes carbone aux frontières de l'Union européenne ne nous protégera guère : nous finirons par importer des produits qui auront été délocalisés, comme ce fut le cas dans la filière textile lorsque nous avons cessé de cultiver les matières premières, le lin notamment. Les mêmes causes produiront les mêmes effets ! Aussi, pour défendre nos industries de base, il faut en valoriser les métiers. Investir dans des formations qui permettent d'obtenir de belles qualifications. Les conditions de travail dans l'industrie se sont nettement améliorées : les jeunes peuvent s'y orienter sereinement. Enfin, favoriser le made in France implique que les pouvoirs publics cessent le stop-and-go sur les normes. Car l'industrie optimise en amont ses chaînes de fabrication, ses coûts. Prenons l'exemple de Tefal. Ses efforts de recherche lui ont permis de diminuer drastiquement le PTFE, le Teflon présent dans ses poêles. Simplement, si l'on interdit du jour au lendemain cette substance, son usine de Rumilly [Haute-Savoie] sera menacée, bien qu'elle développe déjà des revêtements en céramique. FO estime que lorsqu'un brevet a été déposé en France, avec l'aide du crédit d'impôt recherche [CIR], il doit être exploité en France. Le CIR doit être conditionné pour devenir un levier du made in France. M

Jean-François Frey / L'Alsace / MaxPPP – Thomas Padilla / MaxPPP – Firas Abdullah / EPA / MaxPPP

Pierre Arditi “Chaque soir, je sors du spectacle dévasté”



L’acteur de 81 ans endosse, dans la pièce de Florian Zeller, un rôle à la mesure de son âge et de sa virtuosité. Celui d’un homme dont la mémoire vacille. Pierre Arditi s’est confié sans filet à “Marianne”. *Par* ***Constantin Gaschignard***

Marianne : ***Il paraît que tout vous prédestinait à jouer*** **Le Père.** ***Qu’est-ce qui vous relie à cette pièce ?***

Pierre Arditi : Un lien très intime car mon propre père est mort d’Alzheimer. Et par le plus grand des hasards, Florian Zeller s’est inspiré de lui pour créer la pièce en 2012. La grand-mère de sa femme résidait dans un Ehpad. Un jour qu’ils lui rendaient visite, il a entendu au détour d’un couloir : *« Non, monsieur Arditi, venez ! »* Or il se trouve qu’à cette époque nous travaillions ensemble sur sa pièce *La Vérité*. Florian se présente alors à mon père, lui parle de notre collaboration avant de se voir rétorquer : *« Quel fils ? Je n’ai pas de fils. »* Ça l’a marqué. Mon père, Georges, avait basculé dans un autre monde. Il m’expliqua un jour qu’il avait rendez-vous avec la reine d’Angleterre, laquelle souhaitait acheter l’une de ses plus belles toiles – il avait été peintre. Je l’ai gentiment rabroué. Là-dessus, la directrice de l’établissement m’a dit qu’il ne fallait en aucun cas contrarier son récit sous peine de le déstabiliser. Les fois suivantes, j’ai pris des nouvelles d’Élisabeth II. On retrouve des égarements assez comparables dans *Le Père*. La version originale, portée par Robert Hirsch, m’avait bouleversé. J’ai immédiatement prévenu Florian : *« Si tu remontes la pièce, je t’interdis de le faire sans moi ! »* Il a donc attendu quatorze ans que j’aie l’âge.



Cela ne vous angoisse-t-il pas que ce rôle vous corresponde désormais ?

Malheureusement, ça n’est pas très difficile pour moi d’incarner un vieil enfant, j’en suis un. Je sais que je ne suis pas éternel. Je me sers de cela, de mon rapport au temps qui passe. Le grand Stanislavski, professeur de théâtre, invitait les interprètes à puiser dans leur expérience personnelle. Je me considère comme un acteur stanislavskien. En l’occurrence, j’emprunte à mon père, évidemment, sans pour autant l’imiter. À ma mère aussi, car c’est elle que je réclame à la fin. À croire qu’ils se tiennent la main pour saisir la mienne. Cela me perturbe. J’entre en scène avec mes parents, c’est une violence et un cadeau.

Vous avez l’air de croire aux forces de l’esprit…

Je ne crois ni au paradis ni en Dieu, pourtant quelque chose me dit que mes parents ne sont pas dans une boîte. Je ne parviens pas à imaginer le néant. Ça dépasse la raison. La mort m’emmerde et je l’emmerde ! Comme Marcel Proust, je trouve embêtant de quitter la vie.

Comment sentez-vous le pouls de la salle depuis une semaine ?

Chose très rare, c’est extraordinaire de constater à quel point l’assemblée ne bouge pas. D’habitude on entend toujours un fauteuil grincer, quelqu’un qui se mouche… Là, rien. Rien. Les gens semblent fascinés. J’en ai rêvé toute ma vie, d’être regardé de cette manière-là. Certes je ne suis pas à plaindre, j’ai bien réussi de ce point de vue, il n’empêche que là c’est plus puissant que tout. Michel Bouquet rappelait que le public ne vient pas pour voir jouer des comédiens, mais pour jouer avec eux. Notre but consiste à l’emmener par la main. Je lui donne tout, jusqu’à une forme de nudité. Lorsque mon personnage se déchire, il me suffit d’appuyer sur un bouton et l’émotion arrive. Chaque soir, de

L’impérial naufrage de la jeunesse

Phare d’une trilogie signée Florian Zeller qu’encadrent *La Mère* (2010) et *Le Fils* (2018), *Le Père* (2012) confronte le spectateur au déclin cognitif qui guette. Il fallait à la fois toute l’énergie et toute l’ancienneté de Pierre Arditi pour succéder à Robert Hirsch dans le rôle-titre. André vit à Paris chez Anne, sa fille désemparée sous les traits d’une poignante Isabelle Carré à fleur de peau. Quatre autres partenaires allant du gendre réel à l’hallucination nous instillent la confusion du malade. Dirigé sur scène par l’auteur du chef-d’œuvre, Pierre Arditi se révèle maître en pataugeage contrôlé. Il s’empêtre avec précision, s’arc-boute avec maladresse. Suscite parfois le rire, cause plus souvent de la peine. Enfin ne subsiste qu’un homme sur un fil. Fragile à l’infini. Le drame atteint alors des sommets.



Éric Guidicelli / MaxPPP

façon imparable, je sors du spectacle exténué, dévasté. Vidé. Je suis obligé d'aller au bout sans fabriquer. Les gens le reconnaissent, d'ailleurs.

Connaissiez-vous bien Isabelle Carré avant de former avec elle ce captivant duo père-fille ?

Elle avait 16 ou 17 ans quand je l'ai rencontrée, elle passait une audition. Je l'avais trouvée merveilleuse. N'étant pas prise, elle était repartie blessée. Elle voulait arrêter le métier. Je lui ai dit : « *Ne fais surtout pas ce choix. Tu verras, c'est difficile, mais quand on a ce que tu as, que l'on contient ce que tu contiens, ça ne peut pas ne pas marcher.* » Elle dit que ça l'a regonflée et convaincue de persévérer. Depuis, on a déjà tourné ensemble, mais on ne s'était jamais donné la réplique sur les planches. À l'issue de la première, je lui ai laissé un mot : « *Tu vois, je ne m'étais pas trompé, tu es une grande actrice.* »

Le Père *parle des aidants, tous ceux qui se démènent auprès d'un proche en perte d'autonomie. Notre société est-elle à la hauteur de l'attention aux plus vulnérables ? Approuvez-vous, à ce sujet, la loi ouvrant une aide à mourir adoptée cet été ?*

Sur cette dernière question, j'ai un avis mais il n'est pas ferme. Certains y sont très opposés, comme le pape. Moi, je raisonne en laïque. Je pense que l'homme est propriétaire de sa vie. On peut entendre qu'une personne atteinte d'un mal irréversible veuille cesser d'exister. En ce qui me concerne, j'ai cette intuition que même si la vie devait être moins agréable, je ne voudrais pas la quitter. À moins qu'elle me soit insupportable, que je devienne une épave, j'ai l'impression qu'il y a une sorte d'issue de secours permettant de continuer quoi qu'il arrive.

C'est ce que vous diriez, avec le recul, au Pierre Arditi de 28 ans qui voulait mettre fin à ses jours ?

Oui, et je lui dirais que c'est un con. Rien ne vaut qu'on supprime sa vie. Surtout pas une rupture amoureuse. J'ai bien fait de me rater, comme on dit, finalement. Tout acte manqué est un acte réussi. Car elle est belle, ma vie. J'ai de la chance.

Vous qui avez traversé les IVe et Ve Républiques, que vous inspire la campagne présidentielle pour 2027 ?

Elle me désespère parce que je vois, notamment du côté de la gauche sociale-démocrate, qui correspond à ma sensibilité, de potentiels candidats qui s'écharpent lors de débats à la télévision et donnent l'impression de tout faire pour ne pas s'entendre. En comparaison d'un Mitterrand, ou même d'un Chirac ou d'un Sarkozy avec lesquels j'avais moins d'accointances, on a affaire à des nains. Même si je n'approuve pas toutes ses décisions, la dissolution par exemple, Emmanuel Macron remplit le costume. J'ai voté pour lui en 2017, puis en 2022. Aujourd'hui, il faudrait un sursaut aboutissant à ce qu'un nom se dégage face aux extrêmes. S'il se présentait, un profil comme celui de Bernard Cazeneuve aurait ma préférence.

En cas de second tour entre le Rassemblement national et La France insoumise, que voteriez-vous ?

Pour la première fois de ma vie, je glisserais un bulletin blanc. Cela ne m'est jamais arrivé depuis soixante ans que je me rends aux urnes… M

**Le Père* au Théâtre Édouard-VII (Paris), jusqu'au 3 janvier 2027. Durée : 1 h 30.



BATAILLE culturelle

*de **Thibaut Solano***

Gauche quinoa

Une pluie de personnalités du monde artistique choisit de soutenir Jean-Luc Mélenchon pour cette campagne présidentielle. Citons la chanteuse Theodora, le cinéaste Robert Guédiguian, l'actrice Anna Mouglalis, l'écrivain Annie Ernaux… Que les artistes choisissent la gauche n'a rien de neuf : Mitterrand, Jospin, Hollande disposaient chacun d'un comité de soutien imposant dans la sphère culturelle. Imposant et néanmoins brocardé sous l'étiquette ravageuse de « gauche caviar », symbole d'une élite culturelle non seulement coupée des réalités économiques et sociales de la majorité des Français, mais aussi donneuse de leçons. Au point qu'au fil des années, en parallèle de la montée du FN/RN, la peopolisation des supporteurs a fini par s'essouffler à force d'être contre-productive. Mais alors pourquoi Mélenchon semble-t-il accueillir à bras ouverts ces ralliements ? Pourquoi semble-t-il échapper à ces accusations de compromission mondaine ? Sans doute pour trois raisons. D'abord parce que son programme effraie : ses détracteurs ne redoutent pas ses accommodements mais sa radicalité. Ensuite, nombre des célébrités acquises à sa cause évoluent davantage dans une contre-culture à destination des jeunes, voire des quartiers populaires, et peuvent donc aider à lui attirer des voix dans ce vivier traditionnellement plus abstentionniste. Enfin, là où Pierre Arditi, Benjamin Biolay et Mazarine Pingeot contribuaient à embourgeoiser, à parisianiser les prétendants socialistes, les écrivains et actrices d'aujourd'hui peuvent plutôt désenclaver Mélenchon dans son positionnement « conflictuel ». Reste que l'ambiguïté de LFI face à la violence politique peut aussi se retourner contre ces ambassadeurs en les faisant passer pour des révolutionnaires de salon. Et pas forcément à tort, d'ailleurs. À combien s'élève le contrat d'Anna Mouglalis avec la maison Chanel ? M

Mieux vaut en rire !



Anniversaire

Le 5 novembre, jour de sortie de ce nº 1547 de *Marianne*, nous célébrons l'anniversaire de la troisième réélection de Franklin D. Roosevelt au poste de président des États-Unis, en 1940. L'homme d'État aura marqué son pays et son siècle, notamment en se tenant debout face à la dictature nazie. Un fait d'autant plus exceptionnel que c'était, tout de même, un homme plutôt assis, du fait de sa maladie.

PALMARÈS

CNews fait encore un gros coup, avec une belle *« exclu »*, comme l'indique la présentatrice phare de la chaîne, Christine Kelly. L'invité de marque ? Brivael Le Pogam. Vous ne savez pas qui c'est ? Eh bien, nous non plus. Heureusement, son CV est résumé en une phrase dans le tweet de promotion. L'interviewé a été *« plusieurs fois retweeté par Elon Musk »*. Avec ça, il mériterait le 20 heures de Delahousse ! D'ailleurs, on a une idée pour leur prochain invité : Patrick, retraité de Brive-la-Gaillarde, qui a serré la main trois fois à François Hollande.

TOUT LE MONDE EST CONTENT

Coup dur pour l'opposition russe : le journal *Novaïa Gazeta*, titre indépendant, historiquement opposé à l'autoritarisme de Poutine, disparaît. On critique le président de la Fédération de Russie, mais force est de constater qu'il n'a plus beaucoup d'opposants ! Quand ça fonctionne, il faut le dire !

VOLEURS !

Israël a une fierté : les Arabes israéliens ont le droit de vote. Ce serait même, selon eux, un argument dévastateur contre tous ceux qui accusent le gouvernement de pratiquer une forme d'apartheid. Hélas, les mêmes qui vantent leur ouverture démocratique (auprès de leurs propres citoyens) sont maintenant horrifiés car… les Arabes sont allés voter massivement aux législatives. Le Likoud, parti de Benyamin Netanyahou,



Manque de place

Interrogé sur le rapport de La France insoumise au pays de Mao, Antoine Léaument a reconnu que la Chine est *« un pays autoritaire »*, tout en ajoutant une petite dose de relativisme :

“Mais quelle est la différence avec la France ? Est-on encore en démocratie lorsqu'on ne peut pas aller manifester librement ?”

On dresserait bien la liste des différences pour répondre au député, mais notre magazine hebdomadaire ne fait que 52 pages.

EUROPE ET "ISMES"

La journaliste du *Figaro* Eugénie Bastié a interrogé Bernard-Henri Lévy sur son rapport au souverainisme, lui qui vante la souveraineté des Ukrainiens. *« Est-ce qu'il ne faut pas aussi défendre la souveraineté française ? »,* ose-t-elle. Eh bien, le philosophe a déclaré que les Ukrainiens n'étaient pas souverainistes mais patriotes et européens. Belle pirouette, puisque la notion de patriotisme ne peut survivre à l'absence de souveraineté…

estime même publiquement que *« les Arabes ont volé les élections »*. On ne peut vraiment pas leur faire confiance, sitôt qu'on leur laisse une liberté ils l'utilisent…

TOUCHANT

Dans sa série d'articles sur l'épargne des Français, *le Parisien* a consacré un article à Léo, 31 ans, propriétaire de quatre appartements. *« Si c'était à refaire, je re-signerais tout de suite »,* nous informe le rentier. Nous aussi, Léo. Nous aussi.

VIEILLES GLOIRES

Le Canard enchaîné* révèle que Nicolas Sarkozy *« travaille en coulisses pour persuader des vedettes de droite, comme Bruno Retailleau et Michel Barnier, de s'allier avec le RN ». On veut bien croire nos confrères, mais enfin, il n'est pas forcément évident que le soutien de Michel Barnier apporte beaucoup d'électeurs au Rassemblement national, au contraire.

DÉCROISSANCE

Il y a une nouvelle folie dans les boulangeries, comme nous l'apprend le site de cuisine Marmiton : le croflan, un croissant fourré avec une préparation de flan. On pourrait se plaindre des inventions loufoques à base de croissant qui fleurissent tous les quatre matins, mais ce serait oublier que le démoniaque « croissant au jambon » est en vente libre depuis des décennies dans toutes les charcuteries.





Lunaire

Gros malaise sur le plateau de BFMTV, où était reçu Sacha Houlié, l'un des principaux soutiens de Raphaël Glucksmann. L'ancien Jeune avec Macron – ça ne s'invente pas – a bégayé lorsqu'on lui a demandé l'une des principales mesures de son candidat, avant de promettre 100 € de revalorisation par an pour les personnes au smic, soit à peu près 8 € par mois. Finalement, il a reconnu sur X s'être trompé et a promis non pas 100, mais 1 000 € par an. Difficile d'apparaître plus hors-sol, mais on suppose que Place publique va faire carton plein dans le bureau de vote de la Station spatiale internationale.

PLAISIR D'AUTOMNE



VERS UNE EXTRÊME DROITE BISOUNOURS



Joli coin (coin)

***Courrier international* nous apprend l'étrange ballet qui se répète annuellement à Clavier, petit village de Wallonie : chaque année, environ 50 000 canards et faisans s'établissent dans la commune et ses abords après avoir été lâchés pour la chasse. Double coup dur : être élevé dans le seul but d'être tué, et le jour de sa brève libération, se retrouver en Belgique.**

NÉPO-BABY

France Inter a publié sur Instagram un extrait fort intéressant avec l'actrice Deva Cassel, dans lequel on s'intéresse à la problématique suivante : *« Comment s'est-elle décidée à devenir actrice ? »* Dans la mesure où son père est l'acteur Vincent Cassel et sa mère, l'actrice Monica Bellucci, on l'imaginait assez mal devenir cariste ou maraîchère.

ÉVANGILE

Toujours dans *Courrier international*, cette nouvelle qui nous vient du sud de l'Europe : les protestants évangéliques sont sûrs *« à cent mille pour cent »* d'avoir trouvé l'arche de Noé, en Turquie, sur le mont Ararat. Petite erreur de traduction, toutefois, du journal, qui appelle ces chrétiens *« les évangélistes »*. À moins que le gros bateau ait été trouvé par Mathieu, Marc, Luc et Jean, mais cela signifierait qu'ils sont immortels. Pourquoi pas, après tout ?

PROFESSEUR XAVIER

Connaissez-vous le dessinateur Xavier Gorce ? Mais si, vous savez, il fait la même chose depuis quelques décennies : deux pingouins qui se disent des trucs de centristes autoritaires. Mais le caricaturiste est une caricature lui-même, comme nous le montre l'un de ses derniers tweets à propos de la mobilisation des jeunes : *« Les représentants lycéens sont des cons. Bon, ce ne sont pas les seuls. Loin de là. »* Si les jeunes bloquent et cassent, ce sont des cons, et s'ils choisissent la voie démocratique et s'impliquent dans les syndicats, ce sont des cons aussi ! Pile je gagne, face tu perds.

MBAO

Kylian Mbappé a provoqué un scandale en Chine

LE BOOM DU CRACK

Presse Océan est allé à la rencontre d'un charmant vendeur qui tient son petit commerce à Nantes et aimerait bien étendre un peu son activité en installant des distributeurs… de pipes à crack. *« Ça bloque côté police »,* reconnaît l'idéaliste. Vous serez ravis, chers lecteurs, d'apprendre que trois distributeurs ont déjà été installés dans le coin et ont été financés par l'agence régionale de santé. Allez, bonne journée à vous, surtout si vous fumez !

CSC

À quelques heures des élections de mi-mandat, Donald Trump a tout donné lors d'un meeting à Dubuque, en Iowa. *« J'aurais pu gagner la guerre du Vietnam en une semaine »*, a-t-il affirmé, en expliquant qu'il aurait déversé de l'agent orange *« sur Hô Chi Minh-Ville »*. Problème : cette métropole du sud du Vietnam abritait alors… le QG de l'armée américaine. Après tout, bombarder ses propres alliés est assez typique de Trump.



récemment en décrivant Mao Zedong comme un dictateur. Pékin a raison : Mao n'était pas seulement un dictateur, mais l'un des plus grands criminels de l'histoire. Un peu de respect tout de même.

TOUT EST PARDONNÉ

Après Mbappé, c'est Marine Le Pen qui a choqué tout un pays : pour qualifier l'état d'insécurité de la France, la candidate du RN à la présidentielle a osé reprendre le terme de « mexicanisation ». Heureusement, leur indignation n'a pas duré trop longtemps, les Mexicains ont d'autres soucis à gérer, comme le fait de marcher dans l'espace public sans se faire tirer dessus par un cartel.

CRI DU CHŒUR

Dans *le Cri,* le récent magazine *« chrétien, joyeux et radical »*, nous pouvons lire les confessions de l'ancienne députée de La France insoumise Rachel Keke. Outre quelques réponses intéressantes sur son rapport à la religion, elle balance : *« Si, en 2027, Dieu n'agit toujours pas, je vais me fâcher avec lui. »* Rappelons que l'ancienne parlementaire est devenue célèbre pour avoir fait vingt-deux mois de grève avec ses collègues femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris. Si vous comptez aller au paradis, on vous conseille d'y aller maintenant, en 2027, ça risque d'être le boxon.

PAS CLAIR

Histoire pas très drôle à Bondoufle (Essonne) : un dératiseur a tiré à la carabine dans la tête de sa femme en pleine intervention dans un hangar réfrigéré. Il prétend avoir cru entendre un rat dans l'obscurité. Elle est grièvement blessée, tandis que lui fait l'objet d'une enquête pour tentative d'homicide. Vu l'état de vétusté des prisons françaises, un dératiseur en plus dans les cellules ne ferait sans doute pas de mal.



Marche thérapeutique

La riante ville anglaise de Hull a un nouveau héros : Karl Bushby. Cet homme de 57 ans est rentré chez lui après une marche de… vingt-huit ans (eh oui) autour du monde, et quelque 50 000 km parcourus du Chili à l'Alaska, en passant par l'Asie centrale. Et donc, pour finir, un retour dans la grisaille du Yorkshire. C'est fou ce que les hommes sont prêts à faire pour éviter de prendre rendez-vous chez le psy…

Marianne ET VOUS

Réagissez en écrivant à *Marianne* : lecteurs@journal-marianne.com / "Journal des lecteurs", 28 rue Broca, 75005 Paris

LE PLUS LU SUR marianne.net

1. **"On paie les vacances des vieux" : dans le viseur du gouvernement, les cures thermales veulent sortir la tête de l'eau**
2. **Benoît Drouot : "Une partie de la jeunesse semble ne pas voir que les religions sont fondamentalement politiques"**
3. **"Interdire le RN de parole publique", comme le souhaite Bally Bagayoko ? On en parlait déjà dans les années 1980...**

Période du 23 au 30 octobre 2026.

Vous avez AIMÉ

BRÉSIL : LE PRÉSIDENT LULA RÉÉLU EN FANFARE, FLÁVIO BOLSONARO PREND LA POUDRE D'ESCAMPETTE



Nicolas Mathys / Zeppelin / Sipa

LE DÉBAT SUR marianne.net

La Sécurité sociale doit-elle arrêter de rembourser les cures thermales ?



Lorsque je parle à mon médecin des cures pour soigner des pathologies lourdes, il sourit. Pendant que certains patients attendent des mois pour obtenir un rendez-vous médical, que d'autres renoncent à des soins faute de moyens... Il faut savoir regarder les priorités en face : 250 millions d'euros par an, voilà ce que représente cette prise en charge pour l'assurance maladie ! La solidarité nationale n'a pas vocation à garantir les débouchés économiques d'une filière. Elle doit d'abord protéger ceux qui ont réellement besoin de soins. À force de vouloir tout rembourser, ne prenons-nous pas le risque de ne plus pouvoir financer l'essentiel ?

Thierry Mazaury

Compte tenu de leur coût et donc de l'économie envisagée pour le budget de la Sécu (200 à 250 millions d'euros), est-il nécessaire de stigmatiser les retraités ? Ce gouvernement a trouvé son bouc émissaire au seuil de cette rentrée budgétaire. Si l'on insiste sur le caractère indu des remboursements par la Sécu des cures, au prétexte qu'elles n'ont pas scientifiquement prouvé leur efficacité thérapeutique, et que l'on veut cantonner les remboursements aux seuls « soins », il est également permis de s'interroger sur l'à-propos de certaines autres dépenses de cette vénérable institution...

Scandella Richard

Résultats relevés le 30 octobre à 10 h 30. Votez, étayez vos points de vue et soutenez les meilleurs arguments sur marianne.net/espace-debat/debats

FALLAIT QUE ÇA SORTE

L'exemple des autres

« Beaucoup de Français vivent dans un monde parallèle, dans lequel tout le monde doit faire des sacrifices, sauf soi-même », estimait dans son article Hadrien Mathoux, directeur adjoint de la rédaction. Voilà malheureusement pourquoi le pays tombera forcément à un moment ; les efforts de restructurations (que de nombreux pays ont déjà dû déployer avant nous) n'ont pas encore commencé que le pays est déjà au bord de l'émeute, avec un moral qui est presque celui d'un État en guerre. Pas certains que l'ADN de la France soit celui d'un pays capable de se relever au travers d'un projet réaliste. ***Marc-Édouard Spothelfer***

La gauche et le RN

Le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, voudrait interdire le RN. N'oubliez pas que c'est François Mitterrand qui a fait entrer le FN au parlement. Une stratégie pour diviser la droite. Il faut que la gauche ait l'honnêteté intellectuelle de reconnaître sa part de responsabilité dans la montée du RN et qu'elle retrouve l'adhésion des classes populaires en les écoutant et en donnant des réponses à toutes leurs questions et craintes... ***Pat Roch***

Malaise et humour

Lycéens et étudiants ne sont en aucune façon déconnectés du réel, et se montrent, à juste titre, inquiets pour leur avenir. Leur désarroi et leur colère, qu'ils clament haut et fort dans les manifs, se veulent des réponses à leur mal-être et à leurs nombreuses difficultés ! Sur des pancartes improvisées, ils inscrivent en lettres majuscules revendications et slogans, avec, çà et là, un zeste d'humour... ***Claude Gisselbrecht***

Marianne

28, rue Broca, 75005 Paris
Tél. : 01 53 72 29 00
Fax : 01 53 72 29 72.
MARIANNE publication hebdomadaire éditée par CMI France.
Siège social : 92, avenue de France 75013 Paris. RCS PARIS B 324 286 319.

FONDATEURS : Jean-François Kahn, Maurice Szafran
PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Valérie Salomon
ÉDITEUR : Aaron Fonvieille-Buchwald

RÉDACTION
DIRECTEUR : Frédéric Taddeï
DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Ève Szeftel
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ : Thibaut Solano
DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION : Hadrien Mathoux
RÉDACTION EN CHEF :
Gaëlle Gauducheau (photo), Kévin Boucaud-Victoire (débats-idées), Mégane Chiecchi (vidéo et réseaux sociaux), Franck Dedieu (économie, agora), Ahmed El Keiy (monde), Gaël Vaillant (web-actu)

CONSEILLER ÉDITORIAL
Franck Dedieu
FRANCE :
Étienne Campion, Violaine des Courières, François Darras, Laurence Dequay (grand reporter social), Sébastien Grob, Emilien Hertement, Maël Jouan, Aurore Malval (grand reporter), Antoine Margueritte, Louis Nadau, Marie-Estelle Pech
INVESTIGATION :
Emmanuel Lévy (grand reporter), Laurent Valdiguié (grand reporter)
CORRESPONDANTS :
Diane Cambon (Espagne), Ariel F. Dumont (Italie), Fabien Perrier (Grèce), Thomas Schnee (Allemagne)
ASSISTANTE : Elsa Bessot
JEUX : Jean-Paul Cordier
JOURNAL DES LECTEURS :
lecteurs@journal-marianne.com

RÉALISATION
ÉDITION : Christophe Barré (révision), Julien Vallet (web)
MAQUETTE :
Louise Godard, Christian Kuc

PORTRAITS DES CHRONIQUEURS :
Seb Jarnot

ADMINISTRATION
SERVICES GÉNÉRAUX :
Marie Filipovic

DIFFUSION
VENTE AU NUMÉRO :
Julie Chahinian (directrice), Nathalie Philippe
ABONNEMENTS :
Armelle Colin (directrice), Marine Bobière (chef de produit)

IMPRIMERIE :
Newsprint Lieusaint (77).
ISSN : 2425-4088 (imprimé) / 1286-4749 (en ligne)
N° CPPAP 1027 C 89227
Printed in France / Imprimé en France

PUBLICITÉ : MEDIAOBS
Sandrine Kirchthaler, Corinne Rougé
44, rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 Paris. Tél : 01 44 88 93 70

ACPM **Origine du papier** Suède.
Taux de fibres recyclés 0 %.
Certification 100 % PEFC. **Ptot** 0,0054 kg/t.
PEFC/10-31-3364

SERVICE ABONNEMENTS : Pour nous contacter : 01 86 57 08 54
abonnements@journal-marianne.com
MARIANNE - Service abonnement - 60643 Chantilly Cedex

TARIFS ABONNEMENTS :
POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE :
Particuliers : 1 an (51 nos dont un double) 135 €.
POUR LA SUISSE : Asendia Press Edigroup S.A., chemin du Château Bloch 10, CH-1219 Le Lignon.
Tél : 022 860 84 01. abonne@edigroup.ch - 1 an (51 nos) CHF 225.
POUR LA BELGIQUE : Asendia Press Edigroup S.A., Bastion Tower Etage 20, place du Champ-de-Mars 5, 1050 Bruxelles.
Tél. : 070 233 304. abonne@edigroup.be -
1 an (51 nos) 159 €. Autres pays : nous consulter.

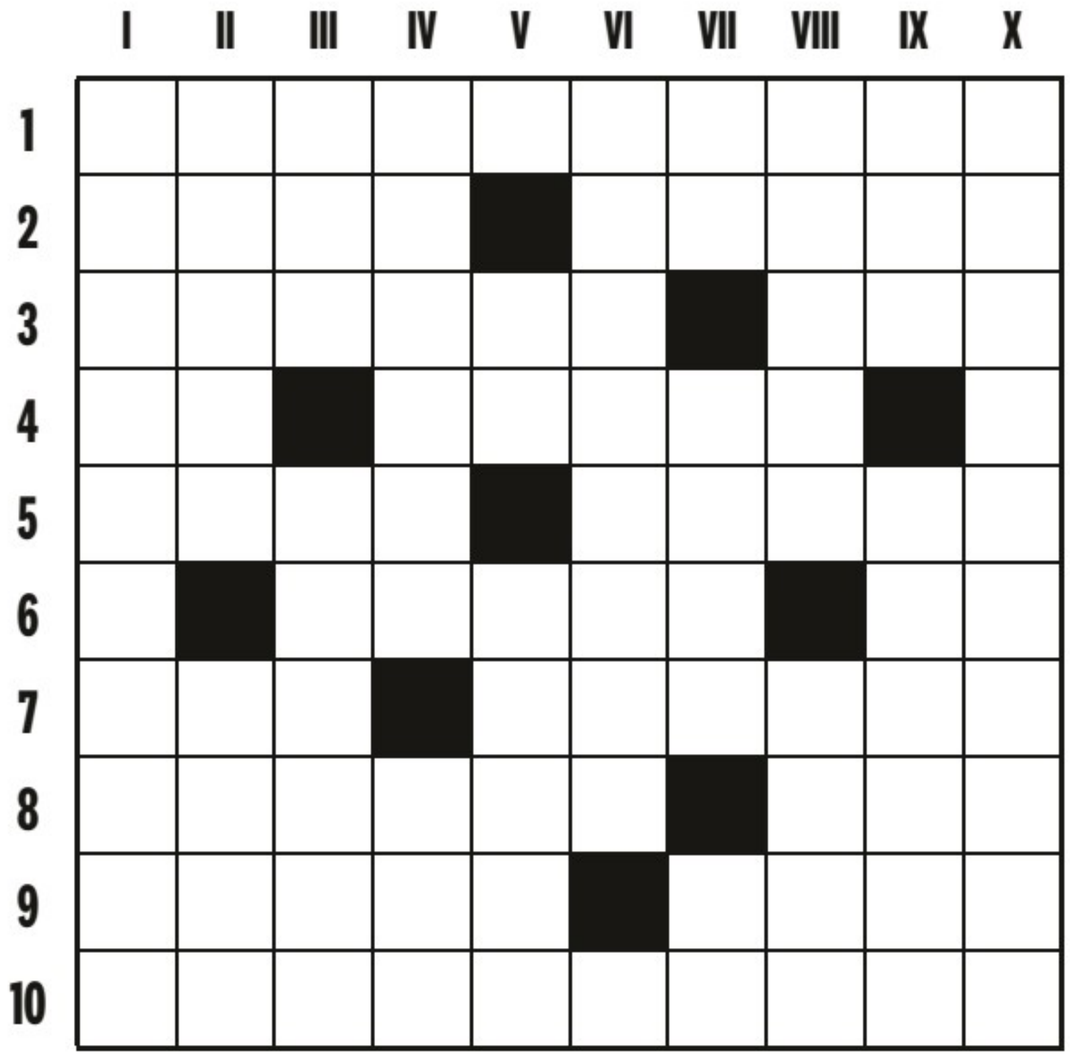
Ce numéro comporte une lettre de bienvenue et un courrier, posés sur une sélection d'abonnés ainsi qu'un encart First Voyages sur la totalité des abonnés.



À vous de jouer

par Jean-Paul Vuillaume

Mots croisés



Horizontalement : 1. Facilité d'entretien • **2.** Sorti du confinement. Mauvais contact • **3.** Joua de la guimbarde dans les bois. Passe par le nez ou par l'oreille • **4.** Fait cours dans un froid sibérien. Appareils respiratoires • **5.** Prise dans une boucherie. Aux yeux de tous • **6.** Plus appréciée en boule qu'en boulette. Symbolise le magnésium • **7.** Indien de son État. Agent de transport interdit dans les transports • **8.** Dur mais pas cassant. S'accommode avec des lentilles • **9.** Poudre à récurer. Revu pour plus de correction • **10.** Donneur de leçon.

Verticalement : I. Ont la manie de tout répéter • **II.** À donner en pâture. Unité de volume • **III.** Une époque formidable. Passer un oral de lettres • **IV.** On la fait marcher juste pour voir. Visite d'intérieur • **V.** Fait partie des connaissances. Donne à voir ou à entendre • **VI.** A récupéré sa mise • **VII.** Rouge et blanc dans des vers. Palmier à la noix. Rétrécissement de la voie • **VIII.** Du latin pour ainsi dire. Semble avoir été pondue • **IX.** Elle est italienne, lui suisse. Garanti de fraîcheur • **X.** Manuel du crime.

Sudoku

6				4			3	9
4				1			8	2
3				7				
	4	9			6	2		
7	2					5	1	
	5		2		1	4		
				3	8	9		7

Mots fléchés

SE VOIT ENCHANTÉE / FAIT PRESSION ↓		FAIT SAVOIR / SPÉCIALITÉ GRAND VENEUR ↓		VIN DES CHARENTES / LA BONNE ANNÉE ↓		ACCIDENT SUR LA VOIE / ENSEMBLE À CROQUER ↓	
→							
INSTALLER UN LUSTRE / FERME CONVICTION →							
→			COURS DE SIBÉRIE / CLAIREMENT DÉFINIE →				
UN PEU PLUS ÉCRASÉ / CASSE-NOISETTES →							
→							
TRANCHES CHAUDES / DIT APRÈS AVOIR TU →					ARTICLE DE BAZAR / ON Y VOIT LE JOUR →		
→		BOUCHÉ ET DÉBOUCHÉ / VAUT UNE MENTION →					
FIT DES DOMMAGES / LIQUEUR APÉRITIVE →						MONTE EN SCÈNE ↓	
→							
PORTEUR DU BALLON / FONT NAÎTRE →				LE CHEVALIER À LA ROBE →			
→							

SOLUTIONS du numéro 1546

Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	C	O	O	P	E	R	A	T	I	F
2	O	■	R	E	V	E	R	E	■	O
3	M	O	N	T	■	G	E	R	B	E
4	P	L	A	I	D	E	■	T	A	N
5	R	I	■	L	A	N	C	I	N	E
6	E	V	O	L	U	T	I	O	N	■
7	S	E	V	E	R	E	S	■	I	O
8	S	T	E	■	A	R	E	N	E	S
9	E	T	E	N	D	■	L	I	R	E
10	R	E	S	S	E	M	E	L	E	R

Sudoku

7	5	9	8	6	4	3	2	1
6	1	4	2	3	7	9	5	8
2	3	8	5	9	1	4	6	7
5	9	6	1	8	2	7	3	4
4	8	3	7	5	9	6	1	2
1	7	2	6	4	3	8	9	5
8	2	5	9	7	6	1	4	3
9	4	1	3	2	8	5	7	6
3	6	7	4	1	5	2	8	9

Mots fléchés

	I		C		O		O
E	N	C	H	E	R	E	S
	F	A	S	C	I	N	E
V	A	L		R	E	N	E
	T	A	T	A	N	E	
D	I	G	E	S	T	I	F
	G	E	N	E		G	E
F	A		D	U	R	E	R
	B	R	A	S	E	R	O
G	L	A	N	E	S		C
	E	T	C		T	H	E
A	S	S	E	N	E	E	S



FRÉDÉRIC TADDEÏ

Complotisme “old school”

Le 17 octobre restera dans les annales par l’ampleur des pillages et des destructions commis, mais pas seulement. Le festival de complotisme que cela n’a pas manqué d’engendrer devrait également nous faire réfléchir. Je ne parle pas du complotisme 2.0 alimenté par Internet et les réseaux sociaux ; je parle de ce bon vieux complotisme des familles, pratiqué par nos élites républicaines dès qu’un mouvement de contestation fait trembler l’ordre établi.

L’empressement avec lequel Sébastien Lecornu a dénoncé dès le 17 au soir *« une nébuleuse d’extrêmes dans laquelle LFI occupe une place importante »* sentait la théorie de la conspiration à plein nez. Il en a remis une couche en sortant de la cellule interministérielle de crise : *« Désormais, il est démontré qu’on a un mouvement de l’ultragauche qui a envie d’organiser un désordre jusqu’à l’élection présidentielle. »* Et le lendemain, il s’en est pris au groupe de LFI à l’Assemblée nationale : *« Votre agenda politique vise à installer la violence et le chaos dans le pays. »* Envolées, les revendications des lycéens ! Réduite à néant, la mobilisation contre la vie chère ! Tout était un complot de LFI ! De Gaulle avait usé du même stratagème en mai 1968. Dans son discours du 30 mai, il présentait la paralysie du pays comme le résultat de l’action de groupes organisés : la France était menacée de *« dictature »*, disait-il, celle du *«communisme totalitaire »*. C’était faire beaucoup d’honneur au PCF, qui avait été débordé depuis le début par une contestation étudiante qui lui était hostile. N’empêche, ça a marché. Communistes et socialistes ont perdu 103 sièges aux législatives de juin 1968. Les gaullistes ont obtenu pour la première fois la majorité absolue. Rejeter la responsabilité des troubles sur un parti d’opposition est une longue habitude du pouvoir, qui remonte à la fusillade de Fourmies, le 1er mai 1891. Des centaines d’ouvriers et d’ouvrières étaient descendus dans la rue pour demander la journée de huit heures. L’armée a fini par tirer dans la foule, faisant neuf morts et des dizaines de blessés. Et quel coupable a-t-on immédiatement désigné ? Le Parti ouvrier français, qui était à l’origine de la manifestation. Deux de ses dirigeants ont été condamnés à de la prison ferme, pour *« provocation à attroupement armé »* et *« incitation au meurtre »*.

Un autre type de complotisme s’est déchaîné le 17 octobre, typiquement de gauche celui-ci, qui consiste à accuser le pouvoir d’avoir lui-même provoqué les violences ou de les avoir laissé se propager, pour discréditer le mouvement et justifier sa répression. C’est la théorie de l’État conspirateur. Au lieu de railler l’amateurisme du Premier ministre, le manque d’anticipation du ministre de l’Intérieur, les erreurs du commandement policier, on invoque les noirs desseins d’un gouvernement tout-puissant, qui a tout prévu, tout organisé, tout contrôlé, tel un diable dans les coulisses. En 2010, pendant le mouvement contre la réforme des retraites, Jean-Luc Mélenchon accusait déjà des policiers infiltrés de commettre eux-mêmes les dégradations. En 2006, lors des manifestations contre le CPE, François Hollande, alors à la tête du PS, laissait entendre que le pouvoir *« n’était pas fâché qu’il y ait des incidents »*. En 1986, après les manifestations contre la loi Devaquet et la mort de Malik Oussekine, Roland Dumas lançait à Robert Pandraud, ministre chargé de la Sécurité : *« Vous avez laissé provoquer le désordre, parce que vous vouliez le laisser se développer. »* Cette conception policière de l’histoire remonte aux journées révolutionnaires de juin 1848. Le général Cavaignac avait été accusé d’avoir laissé grandir l’insurrection pour mieux l’écraser.

Troisième complotisme, encore plus ancien : la main de l’étranger. C’est la théorie de la conspiration préférée des propagandistes de tout poil. Pas besoin de preuve, il suffit d’agiter des spectres. Le 17 octobre a été l’occasion d’incriminer nos ennemis habituels : l’Iran, la Russie, l’Algérie, mais aussi Donald Trump et Benyamin Netanyahou. Que des officines étrangères mal intentionnées aient tenté d’exploiter les événements, y compris avec de fausses vidéos, c’est certain ; qu’elles en aient été à l’origine, en revanche, c’est-à-dire qu’elles les aient déclenchés, exacerbés, influencés, relève du fantasme ou de la désinformation. Voir l’« ombre de l’Iran » derrière le 17 octobre est du même acabit que de voir l’Azerbaïdjan derrière le soulèvement en Nouvelle-Calédonie (Gérald Darmanin sur France 2 en 2024). Mais ça non plus, ça ne date pas d’hier. En 1983, le gouvernement Mauroy voyait l’Iran et la Libye derrière la grève dans l’automobile. En 1948, le ministre de l’Intérieur, Jules Moch, présentait la grande grève des mineurs comme une offensive de Moscou. En 1848, le ministre Ferdinand Flocon accusait les ouvriers insurgés d’être payés par l’Angleterre et la Russie. Tous ces délires remontent à la Révolution française. En 1793, des femmes s’étaient rassemblées devant la Convention pour réclamer du pain. Le président girondin Maximin Isnard avait décrété que c’était *« un complot de Pitt »*, le chef du gouvernement anglais.

Face à des événements brutaux, inattendus, nos politiques cherchent des explications simples, des conjurations secrètes, une main cachée.

Ce n’est pas l’histoire qui se répète, ce sont nos politiques qui manquent d’imagination. Face à des événements brutaux, inattendus, ils cherchent des explications simples, des conjurations secrètes, une main cachée : ces manifestations nous dépassent, feignons d’en connaître les organisateurs… M

L'EXPRESS

le grand COLLOQUE 26

LES RAISONS D'ESPÉRER

Pour sa 4e édition, le grand colloque de L'Express met à l'honneur celles et ceux qui pensent, inventent, défendent et incarnent l'Europe de demain.

Lundi 16 novembre 2026
à partir de 14 h 30

Théâtre Marigny, Paris

Réservez vos places

AVEC LE SOUTIEN DE

AXA ESCP ReedSmith Taboola

Comment se faire un nom quand on est la première mutuelle des agents du service public ?

Paraître dans le magazine d'info qui a su se faire un prénom.

MGEN est la première mutuelle des agents du service public, et couvre 72% de celles et ceux qui s'engagent pour l'intérêt général.

Mais cette position va bien au-delà d'un simple classement.
C'est être responsable de 4,7 millions d'adhérentes et adhérents partout en France, et les protéger pour qu'ils puissent mieux vivre au quotidien.

C'est aussi rester au plus près d'eux, grâce à 130 agences et espaces d'accueil répartis sur le territoire.

C'est faire vivre un modèle mutualiste où la performance est au service du progrès social, sans actionnaire et au service de l'intérêt général.

Alors, si on s'adresse à vous aujourd'hui, c'est surtout pour vous dire :

Être la première mutuelle des agents du service public, ça nous engage.

mgen
GROUPE VYV

Santé
Prévoyance
Épargne
Retraite

MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 399 soumise au code de la mutualité et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2025.